

Valtech

Société Anonyme

103, rue de Grenelle
75007 Paris

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2011

Guillaume DRANCY
17, avenue de la Division Leclerc
92160 Antony

Deloitte & Associés
185 avenue Charles de Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

Valtech

Société Anonyme
103, rue de Grenelle
75007 Paris

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés Exercice clos le 31 décembre 2011

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Valtech, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Les écarts d'acquisition dont le montant net figurant au bilan au 31 décembre 2011 s'élève à 16 876 milliers d'euros, ont fait l'objet de tests de perte de valeur selon les modalités décrites dans la note 2.6 des « Règles et méthodes comptables » de l'annexe des comptes consolidés.

Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et la cohérence des hypothèses utilisées et nous avons vérifié que la note 9 de l'annexe des comptes consolidés donne une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

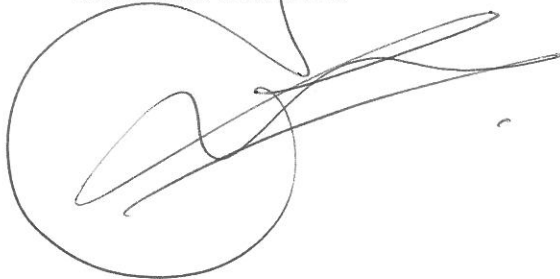
Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Antony et Neuilly-sur-Seine, le 5 avril 2012

Les Commissaires aux Comptes

Guillaume DRANCY

A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke, enclosed within a large, hand-drawn circle.

Deloitte & Associés

Albert AIDAN

A handwritten signature in black ink, featuring a large, sweeping loop and a long horizontal stroke, enclosed within a large, hand-drawn triangle.



SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 2.343.382.98 EUROS

SIÈGE SOCIAL :

103, rue de Grenelle

75 007 PARIS

**COMPTES CONSOLIDÉS
DU GROUPE AU 31 DECEMBRE 2011**

Sommaire

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	4
ETAT DU RESULTAT GLOBAL DU GROUPE	5
ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE DU GROUPE	6
TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE	7
VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	8
I - RENSEIGNEMENT DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT L'EMETTEUR	9
II - REGLES ET METHODES COMPTABLES	10
2.2. PRESENTATION DES COMPTES	10
2.3. PERIMETRE ET METHODES DE CONSOLIDATION (IAS 27, 28 ET 31)	11
2.4. UTILISATION D'ESTIMATIONS.....	11
2.5. ECART D'ACQUISITION ET REGROUPEMENT D'ENTREPRISES	12
2.6. TESTS DE DEPRECIATION (IAS 36)	13
2.7. TRANSACTIONS INTERNES	14
2.8. ACTIFS NON COURANTS DESTINES A LA VENTE (IFRS 5).....	14
2.9. LES TRANSACTIONS EN DEVISES (IAS 21)	14
2.10. CONVERSION DES ETATS FINANCIERS DES FILIALES ETRANGERES (IAS 21).....	15
2.11. AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (IAS 38)	15
2.12. IMMOBILISATIONS CORPORELLES (IAS 16)	15
2.13. CONTRATS DE LOCATION	15
2.14. CREANCES CLIENTS ET RATTACHEES.....	15
2.15. INSTRUMENTS FINANCIERS (IAS 32 ET 39)	15
2.16. DISPONIBILITES, EQUIVALENTS DE TRESORERIE ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT (IAS 7 AND 39)	16
2.17. PROVISIONS POUR RETRAITES ET AVANTAGES ASSIMILES (IAS 19)	16
2.18. PAIEMENT EN ACTIONS (IFRS 2)	16
2.19. PROVISIONS (IAS 37)	16
2.20. RECONNAISSANCE SUR CHIFFRE D'AFFAIRES (IAS 11 ET IAS 18).....	17
2.21. COMPTABILISATION DES SUBVENTIONS PUBLIQUES ET INFORMATIONS A FOURNIR SUR L'AIDE PUBLIQUE (IAS 20)	17
2.22. AUTRES PRODUITS ET CHARGES	18
2.23. ENDETTEMENT NET ET COUTS DE L'ENDETTEMENT	18
2.24. IMPOTS (IAS 12).....	18
2.25. RESULTAT PAR ACTION (IAS 33).....	18
2.26. PRESENTATION DU PERIMETRE	19
III – NOTES ANNEXES SUR LES COMPTES CONSOLIDES ANNUELS 2011	20
NOTE 1 – LES EVENEMENTS MARQUANTS DE L'EXERCICE	20
1.1. Cession de société ou d'activité.....	20
1.2. Acquisition de société ou d'activité	20
NOTE 2 – INFORMATIONS SECTORIELLES	21
NOTE 3 – PERSONNEL	22
3. EFFECTIF FIN DE PERIODE.....	22
3.2. SOUS TRAITANTS	22
NOTE 4 – INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LE RESULTAT OPERATIONNEL	23
4.1. CHARGES OPERATIONNELLES.....	23
4.2. –AUTRES PRODUITS ET CHARGES	23
4.3. –E.B.I.T.D.A.	23
NOTE 6 – RESULTAT FINANCIER	24
NOTE 7 – IMPOTS & IMPOTS DIFFERES	24
7.1. ANALYSE DE LA CHARGE D'IMPOT	24

7.2. PREUVE D'IMPOTS	25
7.3 IMPOTS DIFFERES	25
NOTE 8 – ACTIVITES NON POURSUIVIES (IFRS 5)	27
NOTE 9 – ECART D'ACQUISITION	27
9.1. ECARTS D'ACQUISITION	27
9.2. TEST DE DEPRECIATION	28
NOTE 10 - AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	30
NOTE 11 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES	30
NOTE 12 – ACTIFS FINANCIERS.....	31
NOTE 13 – CREANCES COURANTES.....	32
13.1. CREANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	32
13.2. AUTRES CREANCES	34
NOTE 14 – CAPITAL	34
14.1. CAPITAL	34
14.2. ACTIONS D'AUTOCONTROLE	34
14.3. RESULTAT DE BASE PAR ACTION ET RESULTAT DILUE PAR ACTION	34
NOTE 15 – PROVISIONS	35
15.1. EVOLUTION DES PROVISIONS.....	35
15.2. PROVISIONS POUR COUVERTURE SOCIALE, ENGAGEMENTS DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES POSTERIEURS A L'EMPLOI.....	36
15.3. PROVISIONS POUR LITIGES	37
15.4. PROVISIONS POUR LOCAUX VIDES	38
NOTE 16 – DETTES COURANTES – NON COURANTES	38
16.1. DETTES NON COURANTES.....	38
16.2. DETTES COURANTES.....	38
16.3. DETTES FOURNISSEURS.....	38
NOTE 17 – TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE,.....	39
NOTE 18 – DETTES FINANCIERES ET INSTRUMENTS FINANCIERS	39
18.1. ANALYSE DE LA DETTE PAR NATURE.....	39
18.2. ANALYSE DE LA DETTE PAR ECHEANCES	40
18.3. ANALYSE DE LA DETTE PAR DEVISES	40
18.4. ANALYSE DE LA DETTE PAR TAUX.....	40
18.5. CONTRATS DE FINANCEMENT	40
NOTE 19 – GESTION DES RISQUES FINANCIERS ET INSTRUMENTS FINANCIERS.....	40
NOTE 20 – PAIEMENT EN ACTIONS.....	42
20.1 MOUVEMENTS DANS LES PLANS D'OPTIONS DURANT LA PERIODE	42
20.2. PLANS D'OPTIONS AU 31 DECEMBRE 2011	42
20.3. JUSTE VALEUR DES OPTIONS ALLOUES DURANT LA PERIODE.....	42
20.4. INCIDENCE DES PAIEMENTS EN ACTIONS	42
NOTE 21 – ENGAGEMENTS HORS BILAN	43
21.1. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES	43
21.2. GARANTIES DONNEES.....	43
21.3. CLAUSES DE VARIATION DE PRIX	43
21.4. DROIT INDIVIDUEL A LA FORMATION (DIF).....	44
21.4. GARANTIES REÇUES	44
NOTE 22 – PARTIES LIEES.....	44
22.1 PARTIES LIEES	44
22.2 SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE	44
22.3 REMUNERATIONS BRUTES ALLOUEES AUX ORGANES D'ADMINISTRATION.....	45

24.4 MONTANTS ALLOUEES AUX ORGANES DE DIRECTION	45
NOTE 23 – EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLÔTURE	46
NOTE 24 – HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES.....	46

Les montants dans le présent document sont exprimés en milliers d'euros sauf indication contraire.

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

	31-déc.-11	31-déc.-10	31-déc.-09	Note
Revenus	114 953	77 607	75 411	Note 2
Autres revenus	92	49	106	Note 2
Total revenus	115 045	77 656	75 517	
Coûts des ventes	(79 609)	(53 022)	(51 159)	Note 4.1
Marge brute	35 436	24 634	24 358	
Coûts commerciaux	(9 537)	(5 296)	(5 190)	Note 4.1
Coûts administratifs	(28 903)	(20 887)	(20 443)	Note 4.1
Marge d'exploitation	(3 003)	(1 549)	(1 274)	
Coûts de restructuration	(680)	(2 661)	(2 015)	Note 4.2
Autres produits et charges d'exploitation	0	1 600	(39)	Note 4.2
Dépréciation des écarts d'acquisition	0	(7 664)	(428)	Note 4.2
Résultat Opérationnel	(3 683)	(10 274)	(3 756)	
Coût de l'endettement financier brut (*)	(501)	(67)	(235)	Note 6
Produit de la trésorerie et équivalent de trésorerie (*)	37	9	65	Note 6
Autres produits et charges financières	(274)	476	(282)	Note 6
Résultat net avant résultat des activités non poursuivies	(4 421)	(9 856)	(4 208)	
(Charges) Produits d'impôts	(623)	(773)	89	Note 7.2
Quote-part dans le résultat des sociétés associées	5	133	89	Note 12
Résultat net des activités poursuivies (**)	(5 038)	(10 496)	(4 030)	
Résultat des activités non poursuivies	-	(341)	3 123	Note 8
Résultat net de l'ensemble consolidé	(5 038)	(10 837)	(907)	
Interêts minoritaires	-	-	-	
Résultat net de la période - part du Groupe	(5 038)	(10 837)	(907)	
Nombre moyen d'actions de base	154 794	100 482	88 668	Note 14.3
Nombre moyen d'actions après dilution	154 794	101 034	90 020	Note 14.3
Résultat par action de base	(0,03)	(0,11)	(0,01)	Note 14.1
Résultat par action dilué	(0,03)	(0,11)	(0,01)	Note 14.1

(*) Afin d'apporter une meilleure lisibilité du coût de l'endettement financier net, il a été procédé à une décompensation des produits et des charges correspondantes.

(**) Le groupe présente désormais le résultat net avant résultat des activités non poursuivies en intégrant la charge d'impôt. Le tableau de passage entre l'ancien format et le format actuel peut se synthétiser de la manière suivante :

	31-déc.-11	31-déc.-10	31-déc.-09
Résultat net avant impôts des activités poursuivies (ancien format)	(4 415)	(9 723)	(4 119)
Charges d'impôts	(623)	(773)	89
Résultat net après impôts des activités poursuivies (format actuel)	(5 038)	(10 496)	(4 030)

ETAT DU RESULTAT GLOBAL DU GROUPE

	31-déc.-11	31-déc.-10	31-déc.-09
Résultat Net de l'exercice Part du Groupe	(5 038)	(10 837)	(907)
Ecart de Conversion	(258)	898	511
Rémunération payée en actions	-	12	29
Etat du Résultat global du Groupe	(5 296)	(9 927)	(367)

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE DU GROUPE

	31-déc.-11	31-déc.-10	31-déc.-09	Note
Ecart d'acquisition	16 876	15 621	13 674	Note 9
Immobilisations incorporelles nettes	222	201	193	Note 10
Immobilisations corporelles nettes	3 809	3 250	2 407	Note 11
Participation dans les entreprises associées	510	504	331	} Note 12
Actifs financiers non courants, nets	56	-	(0)	
Autres actifs non courants, nets	2 961	2 888	2 490	
Impôts différés actifs	2 046	549	629	Note 7.3
Actifs non courants	26 480	23 013	19 723	
Créances clients et comptes rattachés	35 630	27 937	19 583	Note 13.1
Actifs d'impôts courant	-	-	-	Note 7
Impôts différés actifs	-	1 482	1 637	Note 7.3
Autres actifs courants	3 960	5 298	5 088	Note 13.2
Trésorerie et équivalent de trésorerie	6 236	7 948	8 173	Note 17
Actifs destinés à être cédés	-	-	3 374	Note 9
Actifs courants	45 826	42 665	37 855	
TOTAL ACTIF	72 306	65 678	57 578	
Capital	2 343	2 347	1 352	Note 14
Reserves	27 680	38 772	30 223	
Résultat net - part du Groupe	(5 038)	(10 837)	(907)	
Capitaux propres - part du Groupe	24 985	30 282	30 668	
Intérêts minoritaires		-	(0)	
Capitaux propres	24 985	30 282	30 668	
Provisions - part non courante	870	1 405	1 489	Note 15
Pensions et indemnités de départ à la retraite	291	225	285	Note 18
Emprunts et autres dettes financières - part non courante	1 143	14	341	Note 18
Autres passifs non courants		0	78	Note 16.1
Impôts différés passif	339	177	66	Note 7.3
Passifs non courants	2 642	1 821	2 259	
Provisions - part courante	1 644	1 646	1 372	Note 15
Emprunts et autres dettes financières - part courante	9 403	3 896	404	Note 18
Découverts bancaires	3 025	1 413	3 160	Note 17
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12 033	11 411	7 242	Note 16.3
Autres passifs courants	18 574	15 208	12 473	Note 16.2
Dettes d'impôts courants	-	-	-	
Passifs courants	44 678	33 575	24 651	
Total passifs	47 321	35 395	26 909	
TOTAL PASSIF	72 306	65 678	57 578	

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE

	31-déc.-11	31-déc.-10	31-déc.-09	Notes
Résultat net – part du Groupe	(5 038)	(10 837)	(907)	
Intérêts minoritaires				
Ajustements permettant de passer à la variation de trésorerie d'exploitation :				
- Dépreciation et amortissement, net	1 617	1 456	1 396	
- Dépreciation des écarts d'acquisition	-	7 374	428	
- Dotation/(Reprise) aux provisions	(577)	(786)	(58)	
- Dotation/(Reprise) aux provisions pour engagement de retraite	95	(60)	54	
- Moins (Plus) values sur cession d'actifs non courants	(0)	(1 599)	38	
- Charges liées aux paiements en actions		12	29	
- Résultat dans les sociétés associées	(5)	(133)	(89)	
- Résultat des activités non poursuivies		-	(3 123)	
Coûts financiers	588	166	229	
Charges d'impôts (Impôts différés inclus)	623	773	(89)	
Marge opérationnelle brute d'autofinancement	(2 698)	(3 634)	(2 039)	
Impôts payés	(197)	(274)	(99)	
Variation nette des actifs et passifs courants (hors impôt courant)	(3 313)	840	5 480	
Flux nets de trésorerie provenant des activités d'exploitation	(6 209)	(3 068)	3 342	
Acquisition d'actifs non courant corporels	(1 795)	(2 210)	(884)	
Acquisition actifs non courant incorporels	(215)	(221)	(186)	
Dettes sur acquisitions d'actifs non courants	4			
Cessions des actifs non courants	65	28	13	
Acquisition de filiales	(732)	(8 401)		note 1.2
Trésorerie nette acquise sur acquisition de filiales	(65)			note 1.2
Cession de filiales ou activités nette de la trésorerie cédée	1 750	3 374		note 1.1
(Augmentation) Diminution des investissements financiers	(50)	(305)	(505)	
Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissements	(1 037)	(7 735)	(1 562)	
Intérêts payés	(588)	(166)	(229)	
Augmentation de capital	(0)	9 541		
Réduction de capital				
Actions propres	-			
Augmentation des dettes financières	5 920	3 748	180	
Diminution des dettes financières	(1 248)	(826)	(623)	
Variations Autres Actif et Passifs financiers	-	(84)	(99)	
Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement	4 084	12 213	(771)	
Incidence des variations des cours des devises	(161)	111	88	
Flux nets de trésorerie liés aux activités destinées à la vente			46	
Flux net de la trésorerie et équivalent de trésorerie	(3 323)	1 521	1 143	
Trésorerie et équivalent de trésorerie au début de l'exercice	6 534	5 013	3 870	
Trésorerie et équivalent de trésorerie à la fin de l'exercice	3 211	6 534	5 013	

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

	Nombre d'actions	Capital	Primes d'émission	Réserves	Rémunérations payées en actions différées	Actions d'auto contrôle	Résultat net	Différence de conversion	Total part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Au 31 décembre 2008	88 668 358	1 352	62 685	(33 242)	1 410	(68)	1 171	(2 273)	31 035	1	31 036
Affectation du résultat		-	-	1 171	-	-	(1 171)	-	-	-	-
Résultat net de l'exercice		-	-	-	-	-	(907)	-	(907)	-	(907)
Autres éléments du résultat Global		-	-	-	29	-	-	511	540	-	540
Variation nette des actions propres		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres opérations		-	-	-	-	-	-	-	-	(1)	(1)
Augmentation/(réduction) de capital		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes versés		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Au 31 décembre 2009	88 668 358	1 352	62 685	(32 071)	1 439	(68)	(907)	(1 762)	30 668	-	30 668
Affectation du résultat		-	-	(907)	-	-	907	-	-	-	-
Résultat net de l'exercice		-	-	-	-	-	(10 837)	-	(10 837)	-	(10 837)
Autres éléments du résultat Global		-	-	-	12	-	-	898	910	-	910
Variation nette des actions propres		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres opérations		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Augmentation/(réduction) de capital	66 340 093	995	8 546	-	-	-	-	-	9 541	-	9 541
Dividendes versés		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Au 31 décembre 2010	155 008 451	2 347	71 231	(32 978)	1 451	(68)	(10 837)	(864)	30 282	-	30 282
Affectation du résultat		-	-	(10 837)	-	-	10 837	-	-	-	-
Résultat net de l'exercice		-	-	-	-	-	(5 038)	-	(5 038)	-	(5 038)
Autres éléments du résultat Global		-	-	-	-	-	-	(258)	(258)	-	(258)
Variation nette des actions propres	(214 900)	(3)	(50)	(14)	-	68	-	-	-	-	-
Autres opérations		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Augmentation/(réduction) de capital		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes versés		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Au 31 décembre 2011	154 793 551	2 344	71 181	(43 829)	1 451	-	(5 038)	(1 122)	24 986	-	24 986

I - RENSEIGNEMENT DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT L'EMETTEUR

Dénomination : VALTECH.

Siège social : 103 rue de Grenelle, 75007 PARIS

Forme juridique : Société anonyme à Conseil d'Administration, soumise aux dispositions du Code de commerce.

La société tête de groupe est la société VALTECH SA.

Elle est soumise à la législation française.

Les comptes du groupe VALTECH ont été arrêtés par le Conseil d'administration en date du 14 mars 2012.

Les métiers du groupe sont la conception en mode Agile, la réalisation et l'optimisation de projet et de plateformes digitales critiques. S'appuyant sur une expertise technologique reconnue, le groupe VALTECH propose une vision novatrice et une mise en œuvre intégrée sur toute la chaîne de valeur digitale avec pour finalité l'accélération du « Time to Market », l'accroissement de revenus et du retour sur investissement pour ses clients.

II - REGLES ET METHODES COMPTABLES

2.1. REFERENTIEL COMPTABLE ET EVOLUTION DES REGLES ET METHODES COMPTABLES

En application du règlement n° 1606/2002 adopté le 19 juillet 2002 par le Parlement Européen et le Conseil Européen, les états financiers consolidés du Groupe sont établis en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union européenne au 31 décembre 2011.

Les normes comptables internationales comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards), les IAS (International Accounting Standards) ainsi que leurs interprétations SIC (Standing Interpretations Committee) et IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee).

Les règles et méthodes comptables appliquées pour la préparation des états financiers sont identiques à celles utilisées dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2010, ajustées des nouvelles normes et interprétations suivantes applicables à compter du 1er janvier 2011 :

Les nouvelles normes et interprétations applicables à compter du 1er janvier 2011 sont sans impact significatif sur les comptes consolidés de VALTECH au 31 décembre 2011. Elles concernent principalement les normes suivantes :

- IAS 24 amendée « Informations sur les parties liées » ;
- IAS 32 amendée « Classement des droits de souscription émis » ;
- IFRIC 14 amendée « Paiements anticipés des exigences de financement minimal » ;
- IFRIC 19 « Extinction de dettes financières avec des instruments de capitaux propres » ;
- Amendements de la procédure annuelle d'amélioration des normes IFRS publiées en 2011.

Parmi les normes non encore applicables de manière obligatoire, l'IASB a publié en 2011 une série de normes sur la consolidation applicables à compter du 1^{er} janvier 2013 :

- IFRS 10 « Etats financiers consolidés »
- IFRS 11 « Partenariats »
- IFRS 12 « Information sur les participations dans d'autres entités »
- IAS 27 révisée « Etats financiers séparés »
- IAS 28 révisée « Entreprises associées et Joint ventures »
- IAS 19 révisée « Avantages au personnel »
- IFRS 13 « Evaluation à la juste valeur »

Par ailleurs, la norme IAS 1 révisée « Présentation des états financiers » est applicable à compter du 1^{er} juillet 2012.

Le groupe n'a appliqué par anticipation aucune des normes, interprétations et amendements adoptés ou en cours d'adoption par l'Union Européenne et dont la mise en application obligatoire est postérieure au 31 décembre 2011.

L'analyse des impacts de ces normes sur les états financiers du groupe est actuellement en cours d'étude.

2.2. PRESENTATION DES COMPTES

Le Groupe VALTECH présente un compte de résultat par fonction en faisant ressortir les éléments suivants :

- les coûts des ventes (charges nécessaires à la réalisation des projets),
- les frais commerciaux,
- les frais généraux et administratifs.

L'ensemble de ces trois postes représente les charges opérationnelles qui, déduites du chiffre d'affaires, permettent d'obtenir la marge opérationnelle, indicateur de performance de l'activité du Groupe.

Afin de fournir une information exhaustive, ces charges opérationnelles sont analysées par nature dans la Note 4 « Informations complémentaires sur le résultat opérationnel » du document présent.

2.3. PÉRIMÈTRE ET MÉTHODES DE CONSOLIDATION (IAS 27, 28 ET 31)

Les états financiers consolidés du Groupe comprennent les comptes de la société VALTECH S.A. et de toutes ses filiales significatives détenues majoritairement ou contrôlées directement ou indirectement et les sociétés sous influence notable.

Le résultat des filiales acquises ou cédées durant l'exercice est intégré dans le résultat consolidé de la date effective de prise de contrôle jusqu'à la date effective de cession.

Le périmètre de consolidation est détaillé en paragraphe 2.26 « *Présentation du périmètre* ».

Intégration globale

Toutes les sociétés dans lesquelles VALTECH exerce le contrôle, c'est-à-dire qu'il a le pouvoir de diriger les politiques financière et opérationnelle de ces sociétés afin d'obtenir des avantages de leurs activités, sont consolidées par intégration globale.

Le contrôle est présumé exister lorsque VALTECH détient, directement ou indirectement, plus de la moitié des droits de vote d'une entité et qu'aucun autre actionnaire ou groupe d'actionnaires n'exerce un droit significatif lui permettant d'opposer un veto ou de bloquer les décisions ordinaires prises par le Groupe.

Le contrôle existe également lorsque VALTECH, détenant la moitié ou moins des droits de vote d'une entité, dispose du pouvoir sur plus de la moitié des droits de vote en vertu d'un accord avec d'autres investisseurs, du pouvoir de diriger les politiques financière et opérationnelle de l'entité en vertu d'un texte réglementaire ou d'un contrat, du pouvoir de nommer ou de révoquer la majorité des membres du Conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent, ou du pouvoir de réunir la majorité des droits de vote dans les réunions du Conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent.

VALTECH consolide les entités ad hoc qu'il contrôle en substance parce qu'il a le droit d'obtenir la majorité des avantages ou qu'il conserve la majorité des risques résiduels inhérents à l'entité ad hoc ou à ses actifs.

Intégration proportionnelle

VALTECH consolide par intégration proportionnelle les coentreprises dans lesquelles il partage par contrat le contrôle avec un nombre limité d'autres actionnaires.

Au 31 décembre 2011, VALTECH ne consolide aucune société selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

Mise en équivalence

Les sociétés dans lesquelles le groupe exerce une influence notable, directe ou indirecte, sont mises en équivalence.

L'influence notable est présumée exister lorsque VALTECH détient, directement ou indirectement, 20 % ou davantage de droits de vote d'une entité, sauf à démontrer clairement que ce n'est pas le cas. L'existence d'une influence notable peut être mise en évidence par d'autres critères tels qu'une représentation au Conseil d'administration ou à l'organe de direction de l'entité détenue, une participation au processus d'élaboration des politiques, l'existence d'opérations significatives avec l'entité détenue ou l'échange de personnels dirigeants.

Au 31 décembre 2011, VALTECH consolide sa filiale Coréenne selon la méthode de la mise en équivalence.

Sociétés hors périmètre

Les participations dans lesquelles le groupe n'exerce pas d'influence notable sont comptabilisées à leur juste valeur en « titres disponibles à la vente » et suivent les dispositions des normes IAS 32 et IAS 39 relatives aux instruments financiers.

2.4. UTILISATION D'ESTIMATIONS

Pour établir les comptes du Groupe, la direction de VALTECH doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui peuvent affecter les états financiers des exercices à venir. Le groupe revoit ses estimations et appréciations de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et les autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques. En fonction de l'évolution de ces hypothèses ou de conditions différentes, les montants figurant dans ses futurs états financiers pourraient différer des estimations actuelles.

Les principales rubriques des états financiers qui peuvent faire l'objet d'estimations sont les suivantes :

- dépréciation des créances douteuses,
- dépréciation des écarts d'acquisition dont l'évaluation repose notamment sur des hypothèses de flux de trésorerie futurs, des taux d'actualisation, de valeurs terminales basées notamment sur des taux de croissance à long terme,
- valorisation des plans de stock options, bons de souscription d'actions et actions de performance accordés aux salariés et dirigeants dont l'évaluation se fonde sur un certain nombre d'hypothèses actuarielles,
- valorisation des actifs et passifs liés aux engagements de retraite à travers la prise en compte des hypothèses actuarielles en vigueur à la date de clôture (taux d'actualisation, taux d'évolution des salaires et taux d'inflation),
- valorisation des instruments financiers,
- impôts différés et charges d'impôts,
- provisions.

Les états financiers reflètent les meilleures estimations, sur la base des informations disponibles à la date d'arrêté des comptes.

Ils ont été établis selon le principe du coût historique, à l'exception de certains éléments notamment les actifs et passifs financiers qui sont évalués à la juste valeur.

Les comptes sociaux de chacune des sociétés du groupe sont établis en accord avec les principes comptables et les réglementations en vigueur dans leur pays respectif. Ils font l'objet de retraitements pour se conformer aux principes de consolidation en vigueur dans le groupe.

2.5. ECART D'ACQUISITION ET REGROUPEMENT D'ENTREPRISES

Le groupe applique les normes IFRS 3 et IAS 27 révisées depuis le 1^{er} janvier 2010, les regroupements d'entreprises antérieurs au 1^{er} janvier 2010 étant traités selon les anciennes normes IFRS 3 et IAS 27.

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition selon laquelle les actifs acquis, les passifs et les passifs éventuels assumés, sont évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition conformément aux prescriptions de la norme IFRS 3 révisée.

L'évaluation du prix d'acquisition, incluant le cas échéant le montant estimé de la juste valeur des contreparties éventuelles, est finalisée dans les douze mois qui suivent l'acquisition. Conformément à IFRS 3 révisée, les ajustements éventuels du prix d'acquisition au-delà de la période de douze mois sont enregistrés en compte de résultat.

A la date d'acquisition, l'écart d'acquisition correspond à la différence entre :

- la juste valeur de la contrepartie transférée en échange du contrôle de l'entreprise, intégrant les compléments de prix éventuels, augmentée du montant des intérêts minoritaires dans l'entreprise acquise et, dans un regroupement d'entreprises réalisé par étapes, de la juste valeur à la date d'acquisition de la participation précédemment détenue par l'acquéreur dans l'entreprise acquise, ainsi réévaluée par le compte de résultat ; et
- la juste valeur des actifs identifiables acquis et passifs repris à la date d'acquisition.

Lorsque l'écart d'acquisition est négatif, il est comptabilisé immédiatement en résultat.

Lorsque la prise de contrôle est inférieure à 100%, la norme IFRS 3 révisée offre l'option, disponible pour chaque regroupement d'entreprise, de comptabiliser l'écart d'acquisition soit sur une base de 100%, soit sur la base d'un pourcentage d'intérêt acquis (sans modification ultérieure en cas de rachat complémentaire de participations ne donnant pas le contrôle). La participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise (intérêts minoritaires) est ainsi évaluée soit à la juste valeur, soit à la quote-part dans l'actif net identifiable.

Les regroupements d'entreprises antérieurs au 1^{er} janvier 2010 avaient été traités selon la méthode de l'écart d'acquisition partiel, seule méthode applicable.

En cas d'acquisition par étapes, la participation antérieurement détenue fait l'objet d'une réévaluation à la juste valeur à la date de prise de contrôle. L'écart entre la juste valeur et la valeur nette comptable de cette participation est enregistrée directement en résultat, contre réserves avant le 1er janvier 2010.

Les montants comptabilisés à la date d'acquisition peuvent donner lieu à ajustement, à condition que les éléments permettant d'ajuster ces montants correspondent à des informations nouvelles portées à la connaissance de l'acquéreur et trouvant leur origine dans des faits et circonstances antérieurement à la date d'acquisition. Au-delà de la période d'évaluation (d'une durée maximum de 12 mois après la date de prise de contrôle de l'entité acquise) l'écart d'acquisition ne peut faire l'objet d'aucun ajustement ultérieur; l'acquisition ultérieure d'intérêts ne donnant pas le contrôle ne donne pas lieu à la constatation d'un écart d'acquisition complémentaire.

Par ailleurs, les compléments de prix sont inclus dans le coût d'acquisition à leur juste valeur dès la date d'acquisition et quelque soit leur probabilité de survenance. Durant la période d'évaluation, les ajustements ultérieurs trouvent leur contrepartie en écart d'acquisition lorsqu'ils se rapportent à des faits et circonstances existant lors de l'acquisition ; au-delà, les ajustements de compléments de prix sont comptabilisés directement en résultat, sauf si les compléments de prix avaient comme contrepartie un instrument de capitaux propres. Dans ce dernier cas, le complément de prix n'est pas réévalué ultérieurement.

Les écarts d'acquisition sont rattachés à des Unités Génératrices de Trésorerie (UGT). Ces unités correspondent à des ensembles économiques dont l'activité continue génère des flux de trésorerie qui sont largement indépendants les uns des autres. Ce peut être des zones géographiques mais également des lignes de métiers.

Les écarts d'acquisition liés aux sociétés mises en équivalence sont comptabilisés dans le poste "Titres mis en équivalence".

Les écarts d'acquisition sont reconnus dans la devise de la société acquise conformément à IAS 21.

2.6. TESTS DE DÉPRÉCIATION (IAS 36)

Le Groupe réalise régulièrement des tests de dépréciation de ses actifs : immobilisations corporelles, écarts d'acquisition et autres immobilisations incorporelles.

Ces tests consistent à rapprocher la valeur nette comptable des actifs de leur valeur recouvrable qui correspond au montant le plus élevé entre leur prix de vente net et leur valeur d'utilité, estimée par la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs générés par leur utilisation.

Pour les immobilisations corporelles et les immobilisations incorporelles à durée de vie définie, ce test de dépréciation est réalisé dès que des indicateurs de perte de valeur sont observables.

Pour les écarts d'acquisition et les autres immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie ainsi que les immobilisations incorporelles en cours, un test de dépréciation est systématiquement effectué chaque année calendaire sur la base de la plus haute des valeurs suivantes :

- projection actualisée des flux de trésorerie futurs d'exploitation sur une durée de 5 ans et d'une valeur terminale,
- Prix de vente net s'il existe un marché actif.

La méthode retenue pour ces tests de dépréciation est homogène avec celle pratiquée par le Groupe pour les valorisations de sociétés lors d'acquisition ou de prise de participation.

La valeur comptable des immobilisations est comparée à la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs hors frais financiers mais après impôts.

La méthode prolonge à l'infini un montant normatif avec un taux de croissance. Le taux d'actualisation retenu pour ces flux de trésorerie correspond au coût moyen du capital du Groupe. (Cf. paramètres retenus en 9.2. Dépréciation des écarts d'acquisition).

Dans le cas où le test de dépréciation annuel révèle une valeur recouvrable inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est constatée pour ramener la valeur comptable de l'immobilisation ou de l'écart d'acquisition à sa valeur recouvrable.

Lorsque la valeur recouvrable d'une immobilisation incorporelle (hors écarts d'acquisition) ou corporelle s'apprécie au cours d'un exercice et que la valeur recouvrable excède la valeur comptable de l'actif, les éventuelles pertes de valeur constatées lors d'exercices précédents sont reprises en résultat.

Les pertes de valeur constatées sur les écarts d'acquisition ne sont jamais reprises en résultat.

2.7. TRANSACTIONS INTERNES

Toutes les transactions significatives entre les sociétés intégrées ainsi que les résultats internes à l'ensemble consolidé sont éliminés.

2.8. ACTIFS NON COURANTS DESTINÉS À LA VENTE (IFRS 5)

Les actifs et passifs qui sont immédiatement disponibles pour être vendus, et dont la vente est hautement probable, sont classés en actifs et passifs destinés à être cédés. Quand plusieurs actifs sont destinés à être cédés lors d'une transaction unique, on considère le groupe d'actifs dans son ensemble ainsi que les passifs qui s'y rattachent.

Les actifs, ou groupes d'actifs, destinés à être cédés sont évalués au montant le plus faible entre la valeur nette comptable et la juste valeur nette des coûts de cession.

Les actifs non courants classés comme détenus pour la vente ne sont plus amortis. En application de la norme IAS 12, un impôt différé est constaté sur la différence entre la valeur en consolidation des titres cédés et leurs valeurs fiscales. Les actifs et passifs destinés à être cédés sont classés respectivement sur deux lignes du bilan consolidé et les comptes de produits et de charges restent consolidés ligne à ligne dans le compte de résultat du groupe. A chaque clôture, la valeur des actifs et passifs est revue afin de déterminer s'il y a lieu de constater une perte ou un profit dans le cas où la juste valeur nette des coûts de cession aurait évoluée.

2.9. LES TRANSACTIONS EN DEVICES (IAS 21)

Les charges et les produits des opérations en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération. Les actifs et les dettes en devises sont convertis au taux de clôture, et les écarts de change résultants de cette conversion sont enregistrés dans le compte de résultat sauf si ceux-ci constituent des actifs ou passifs de couvertures. Dans ce cas l'écart est enregistré en capitaux propres.

Au 31 décembre 2011, tous les impacts liés aux transactions en devises sont enregistrés dans le compte de résultat.

2.10. CONVERSION DES ÉTATS FINANCIERS DES FILIALES ÉTRANGÈRES (IAS 21)

Les actifs et passifs des filiales étrangères sont convertis sur la base des cours de change constatés à la clôture. Les éléments de leur compte de résultat sont convertis au cours moyen de la période. La différence de conversion qui en résulte est portée directement en capitaux propres au poste Réserves de conversion, pour la part revenant au groupe et au poste Intérêts minoritaires, pour la part revenant aux tiers. Cette différence n'impacte le résultat qu'au moment de la cession de la société.

2.11. AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (IAS 38)

Les logiciels et droits d'usage acquis en pleine propriété ainsi que les logiciels développés pour un usage interne et dont l'influence sur les résultats futurs revêt un caractère bénéfique, durable et mesurable, sont immobilisés et font l'objet d'un amortissement sur une durée allant de 3 à 5 ans.

Les coûts capitalisés des logiciels développés à usage interne sont ceux directement associés à leur production, c'est-à-dire les charges liées aux coûts salariaux des personnels ayant développé ces logiciels et une quote-part directement affectable de frais généraux de production.

2.12. IMMOBILISATIONS CORPORELLES (IAS 16)

Les immobilisations corporelles sont inscrites à l'actif du bilan à leur coût historique amorti, diminué des pertes de valeur. Elles ne font l'objet d'aucune réévaluation. Les coûts d'emprunt sont exclus du coût des immobilisations.

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire fondée sur la durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations. Il est calculé sur la base du prix d'acquisition, sous déduction d'une valeur résiduelle. Les immobilisations sont amorties selon leur durée de vie attendue, comme suit :

Agencements, installations techniques	aménagements,	8-10 ans
Matériel informatique		3-5 ans
Mobilier		5-7 ans

2.13. CONTRATS DE LOCATION

Contrat de location financement

Les contrats de location d'actifs, ayant pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages économiques relatifs à la propriété, sont comptabilisés comme des contrats de location financement. Les immobilisations acquises sous forme de contrat de location financement sont amorties sur la période la plus courte entre la durée d'utilité de l'actif et la durée du contrat.

Contrat de location simple

Les contrats de location pour lesquels le bailleur conserve substantiellement les risques et avantages économiques relatifs à la propriété sont classés en contrat de location simple. Les paiements effectués au titre des contrats (nets de remises ou ristournes reçues par le bailleur) sont comptabilisés en charges de l'exercice de manière linéaire au cours de la période du contrat. Conformément à l'interprétation SIC 15 relative aux avantages consentis par le bailleur au preneur dans le cadre de contrats de location simple, le Groupe comptabilise les avantages cumulés dans le cadre de franchises de loyers comme une diminution de la charge locative sur la durée du bail.

2.14. CRÉANCES CLIENTS ET RATTACHÉES

Les créances clients sont enregistrées à leur valeur nominale, qui correspond à leur juste valeur.

Les créances considérées comme douteuses font l'objet de provisions pour dépréciation déterminées en fonction de leur risque de non-recouvrement.

2.15. INSTRUMENTS FINANCIERS (IAS 32 ET 39)

Selon les normes IAS 32 et 39, tous les instruments sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur, qu'ils entrent dans une relation de couverture ainsi qualifiable et reconnue en IAS 39 ou non. L'impact de la variation de juste

valeur des instruments dérivés inclus dans des relations de couverture dites de « trésorerie » et des instruments dérivés non qualifiés d'instruments de couverture au cours de l'exercice est enregistré en compte de résultat.

Le Groupe peut disposer de programmes de mobilisation de créances commerciales dans certains pays. Les risques sur les créances commerciales n'étant pas transférés en substance aux organismes de financement, les créances commerciales mobilisées sont maintenues au bilan dans les créances, et une dette financière est enregistrée dans l'endettement à court terme.

2.16. DISPONIBILITÉS, ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT (IAS 7 AND 39)

Conformément à la norme IAS 7 « Tableau des flux de trésorerie », la trésorerie et équivalents de trésorerie figurant dans le tableau des flux de trésorerie consolidés, comprend la trésorerie (fonds en caisse et dépôts à vue) ainsi que les équivalents de trésorerie (placements à court terme, très liquides, qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur).

Les placements dont l'échéance initiale est à plus de trois mois sans possibilité de sortie anticipée ainsi que les comptes bancaires faisant l'objet de restrictions (comptes bloqués) autres que celles liées à des réglementations propres à certains pays ou secteurs d'activités (contrôle des changes, etc.) sont exclus de la trésorerie et des équivalents de trésorerie du tableau des flux de trésorerie.

2.17. PROVISIONS POUR RETRAITES ET AVANTAGES ASSIMILÉS (IAS 19)

Après leur départ en retraite, les anciens salariés du Groupe perçoivent des pensions selon des systèmes conformes aux réglementations locales.

Les engagements du Groupe en matière de retraite et d'indemnités de départ en retraite sont déterminés en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière et en tenant compte des conditions économiques propres à chaque pays.

Ces engagements sont couverts par des fonds de retraite externes ou par des provisions inscrites au bilan.

2.18. PAIEMENT EN ACTIONS (IFRS 2)

Certains salariés et mandataires sociaux du groupe peuvent bénéficier de bons de souscription d'actions, de plans d'achat et de souscription d'actions et de plans d'actions de performance.

Ces opérations, quand elles ont lieu, sont évaluées, à la date d'attribution selon le modèle de Black & Scholes, modèle d'évaluation qui permet d'obtenir la juste valeur à la date d'attribution et prend notamment en compte différents paramètres tels que le cours de l'action, le prix d'exercice, la volatilité attendue, les dividendes attendus, le taux d'intérêts sans risque ainsi que la durée de vie de l'option.

Le coût ainsi déterminé est comptabilisé en charge de personnel sur la période d'acquisition des droits, la contrepartie, en situation nette dans un compte spécifique.

Aucune charge n'est constatée pour les instruments qui ne sont finalement pas acquis, sauf pour ceux dont l'acquisition dépend de conditions liées au marché. Ces dernières sont considérées comme étant acquises, que les conditions du marché soient réunies ou pas, pourvu que les autres conditions de performances soient remplies.

Si les termes d'une rémunération réglée en instruments de capitaux propres sont modifiés, une charge est constatée a minima pour le montant qui aurait été reconnu si aucun changement n'était survenu.

Une charge est en outre comptabilisée pour prendre en compte les effets des modifications qui augmentent la juste valeur totale de l'accord dont le paiement est fondé sur des actions ou qui sont favorables d'une autre façon aux membres du personnel. Elle est valorisée à la date de la modification.

Conformément aux dispositions transitoires de la norme, seuls les plans d'options postérieurs au 7 novembre 2002 ont été comptabilisés selon le principe exposé ci-dessus et font l'objet d'une valorisation.

2.19. PROVISIONS (IAS 37)

Une provision est constituée dès lors qu'il existe une obligation (juridique ou implicite) à l'égard d'un tiers, dont la mesure peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable qu'elle se traduira par une sortie de ressources.

Si le montant ou l'échéance ne peuvent être estimés avec suffisamment de fiabilité, alors il s'agit d'un passif éventuel qui constitue un engagement hors bilan.

Les provisions font l'objet d'une actualisation si l'impact est jugé significatif.

2.20. RECONNAISSANCE SUR CHIFFRE D'AFFAIRES (IAS 11 ET IAS 18)

Le chiffre d'affaires correspond au montant des prestations de services réalisées par l'ensemble des sociétés consolidées du groupe et au produit des ventes de licences. Le mode de reconnaissance du chiffre d'affaires est fonction de la nature des prestations :

- **Prestation en régie**

Le chiffre d'affaires des prestations en régie est reconnu au fur et à mesure de la réalisation des prestations selon IAS 11

- **Prestations en mode projet**

Dans le cas où des contrats en mode projet sont conclus avec obligation de résultat, le chiffre d'affaires et le résultat sont enregistrés conformément à IAS 18 selon la méthode de l'avancement définie par la norme IAS 11 avec les particularités suivantes :

- quand le résultat d'un contrat peut être estimé de façon fiable, le produit et les coûts sont comptabilisés en fonction du degré d'avancement de l'activité du contrat à la date de clôture du bilan,
- lorsque le résultat d'un contrat ne peut pas être estimé de façon fiable, le revenu est comptabilisé à hauteur des coûts encourus s'il est probable que ces coûts seront recouverts ;
- lorsque le prix de revient prévisionnel d'un contrat est supérieur au chiffre d'affaires contractuel, une provision pour perte à terminaison est constatée à hauteur de la différence.

2.21. COMPTABILISATION DES SUBVENTIONS PUBLIQUES ET INFORMATIONS A FOURNIR SUR L'AIDE PUBLIQUE (IAS 20)

Les subventions qui compensent les charges encourues par le Groupe sont comptabilisées de manière systématique en tant que produits opérationnels dans le compte de résultat de la période au cours de laquelle les charges ont été encourues. Il s'agit principalement de crédits d'impôts au titre de la Recherche.

La société a consulté un cabinet spécialisé dans l'établissement des demandes de Crédit d'Impôt Recherche et a pu ainsi dégager un Crédit d'un montant de 2 320 milliers d'euros sur l'exercice 2009, dont la demande de restitution a été opérée sur l'exercice 2010. Aucun crédit n'a été comptabilisé au titre de 2011.

L'impact de ce crédit d'impôt recherche sur l'exercice 2009 était de 2 320 milliers d'euros reclassés selon la norme IAS 20 en déduction du coût des ventes.

2.22. AUTRES PRODUITS ET CHARGES

Le poste *Autres produits et charges* inclut les résultats sur cessions des immobilisations corporelles et incorporelles hors opérations liées à IFRS 5, les dépréciations d'actifs et les coûts de restructuration.

2.23. ENDETTEMENT NET ET COÛTS DE L'ENDETTEMENT

L'endettement financier net est constitué de l'ensemble des emprunts et dettes financières courants et non courants, diminué de la trésorerie et équivalents de trésorerie. Le coût de l'endettement financier net est constitué des charges et des produits générés par les éléments constitutifs de l'endettement financier net pendant la période, y compris les résultats de couverture de taux d'intérêt et de change y afférents.

2.24. IMPÔTS (IAS 12)

Les impôts différés sont constatés dans le compte de résultat et au bilan pour tenir compte du décalage temporel entre les valeurs comptables et les valeurs fiscales de certains actifs et passifs.

Les impôts différés sont comptabilisés selon l'approche bilancielle de la méthode du report variable. Par ailleurs, les impôts différés sont évalués en tenant compte de l'évolution connue des taux d'impôt (et des réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. L'effet des éventuelles variations du taux d'imposition sur les impôts différés antérieurement constatés en compte de résultat ou en capitaux propres, est respectivement enregistré en compte de résultat ou en capitaux propres au cours de l'exercice où ces changements de taux deviennent effectifs.

Les impôts différés sont comptabilisés respectivement en compte de résultat ou en capitaux propres au cours de l'exercice, selon qu'ils se rapportent à des éléments eux-mêmes enregistrés en compte de résultat ou en capitaux propres.

Les actifs d'impôts différés sont comptabilisés dès lors qu'il est probable que des bénéfices imposables seront réalisés, permettant à l'actif d'impôt différé d'être utilisé. La valeur comptable des actifs d'impôts différés est revue à chaque clôture, de sorte que celle-ci sera réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre d'utiliser l'avantage de tout ou partie de ces actifs d'impôts différés. Inversement, une telle réduction sera reprise dans la mesure où il devient probable que des bénéfices imposables suffisants seront disponibles.

Les actifs et passifs d'impôt différés sont compensés si, et seulement si les filiales ont un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible et lorsque ceux-ci concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale et simultanément.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne font pas l'objet d'une actualisation.

2.25. RÉSULTAT PAR ACTION (IAS 33)

Le Groupe présente un résultat par action de base et un résultat par action dilué selon les règles édictées par IAS 33.

Le résultat par action est obtenu à partir du nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, déduction faite du nombre moyen d'actions auto-détenues et portées en déduction des capitaux propres.

Le résultat net par action dilué prend en compte le cas échéant les options de souscription et d'achat d'actions ainsi que les actions gratuites ayant un effet dilutif selon la « méthode du rachat d'actions ».

2.26. PRÉSENTATION DU PÉRIMÈTRE

Les comptes consolidés de VALTECH S.A. et ses filiales au 31 décembre 2011 regroupent les comptes des sociétés dont la liste est précisée dans le tableau ci-dessous :

Pays	Perimètre	% intérêt 2011	% intérêt 2010	% intérêt 2009	Date d'acquisition ou de création	Méthode de consolidation
						Société mère
France	Valtech S.A.				2002	Intégration globale
	Valtech Training S.A.	100,0%	100,0%	100,0%		n.r.
	Valtech Offshore S.A. (dormant)	liquidé	100,0%	100,0%	2003	n.r.
	Valtech Agency SAS	tupé (1)	100,0%	100,0%	2005	n.r.
	Valtech Technology Consulting SAS (dormant)	100,0%	100,0%	100,0%	2006	Intégration globale
	Valtech Axelboss SAS	tupé (1)	100,0%	100,0%	2006	n.r.
GB	Valtech Ltd		100,0%	100,0%	1996	Intégration globale
USA	Valtech Inc.	100,0%	100,0%	100,0%	1997	Intégration globale
	Valtech Solution Inc.	100,0%	100,0%	n.r.	2010	Intégration globale
Suède	Valtech AB	100,0%	100,0%	100,0%	1999	Intégration globale
	Overland Mobil Kommunikation AB (dormant)	100,0%	100,0%	100,0%	1999	Intégration globale
	Kiara Scandinavia AB	100,0%	100,0%	100,0%	2008	Intégration globale
	Kiara AB	100,0%	100,0%	100,0%	2008	Intégration globale
Allemagne	Valtech AG	100,0%	100,0%	100,0%	2000	Intégration globale
	Valtech GmbH	100,0%	100,0%	100,0%	1999	Intégration globale
	Valtech H2O GmnH	100,0%	n.r.	n.r.	2011	Intégration globale
Danemark	Valtech A/S	100,0%	100,0%	100,0%	2000	Intégration globale
Inde	Valtech India Systems Private Ltd	100,0%	100,0%	100,0%	2004	Intégration globale
	Valtech India Software Services Private Limited	100,0%	100,0%	100,0%	2005	Intégration globale
Hong Kong	Valtech HK ltd	100,0%	n.r.	n.r.	2011	Intégration globale
Corée du Sud	Valtech COLTD.	50,793%	50,793%	50,793%	2000	Mise en Equivalence

(1) TUP = Transfert Universel de Patrimoine

La société Coréenne Valtech Co Ltd contrôlée conjointement est intégrée selon la méthode de la mise en équivalence.

III – NOTES ANNEXES SUR LES COMPTES CONSOLIDES ANNUELS 2011

Les notes 2 à 7 illustrent principalement les éléments de compte de résultat.
Les notes 8 à 22 illustrent les éléments de bilan.

NOTE 1 – LES ÉVÉNEMENTS MARQUANTS DE L'EXERCICE

1.1. CESSION DE SOCIÉTÉ OU D'ACTIVITÉ

Au cours de l'exercice 2011, aucune cession de société ou d'activité n'a eu lieu. Le Groupe a encaissé en 2011, le montant de la cession (1.75 Mio €) de l'activité de conseil en management française cédée le 04 novembre 2010.

1.2. ACQUISITION DE SOCIÉTÉ OU D'ACTIVITÉ

Le 1^{er} juillet 2011, la société allemande VALTECH AG a pris le contrôle opérationnel de la société allemande H2O. 100% des titres ont été acquis par Valtech AG. La société H2O est une agence de marketing interactif sur les marchés locaux allemand, suisse et autrichien. H2O société basée à Munich conçoit et développe des campagnes, des applications de marketing on line ainsi que des plateformes de branding et d'e-commerce. Elle compte environ 30 collaborateurs.

Le chiffre d'affaires de l'année 2011 est de 4,4 Mio € pour un résultat opérationnel de 0.45 Mio €. Cette société a été consolidée en intégration globale dans les états financiers du groupe à partir du 01 juillet 2011. Le chiffre d'affaire reconnu dans les comptes du groupe au titre de H2O est de 2,5 Mio € et le résultat opérationnel s'élève à 0,09 Mio €.

Au 31/12/2011, l'allocation du prix d'acquisition de H2O a généré un écart d'acquisition de 1,4 Mio €. Celui-ci est majoritairement constitué d'un savoir faire et d'une équipe constituée de professionnels reconnus. La détermination de l'écart d'acquisition peut se résumer comme suit.

Au 31/12/2011 en K€	H2O
Actif Non Courant acquis	326
Actif Courant acquis	667
Passif Non Courant acquis	-
Passif Courant acquis	(328)
Endettement Net acquis	(74)
Trésorerie acquise	-
Total Capitaux Propres Entrée de Périmètre réévalués	591
Valeur des titres en consolidation	1 999
Ecart d'acquisition	1 408

Après analyse, aucun actif ni passif n'a donné lieu à réévaluation.

Au 31/12/2011, 0,7 Mio € a été décaissé au titre de l'acquisition des titres H2O, deux compléments de prix seront décaissés au cours des exercices, 2012 et 2013. Ces compléments de prix ont été pris en compte dans la valeur des titres H2O sur la base d'une estimation à date au meilleur des connaissances de la société pour la partie ne constituant pas des rémunérations.

Pour la partie constituant des rémunérations celle-ci est comptabilisée en compte de résultat sur la durée contractuelle.

NOTE 2 – INFORMATIONS SECTORIELLES

Au cours de l'exercice 2011, le suivi opérationnel des activités du groupe par la direction générale a été principalement basé sur un suivi géographique. Les secteurs d'activités peuvent rassembler plusieurs pays. Chaque secteur d'activité possède sa propre direction opérationnelle et est homogène en termes de coûts de main d'œuvre et de typologie de clientèle.

Un secteur d'activité regroupe l'ensemble des activités de la zone géographique concernée: les activités de sous-traitance vis-à-vis d'autres secteurs d'activités du Groupe ainsi que les activités vis à vis de tiers externes. Les différents secteurs d'activités du Groupe recouvrent des opérations similaires.

Une exception à ce principe, la France où deux secteurs d'activité existent : un secteur d'activité France pour les activités opérationnelles réalisées sur cette zone géographique et un secteur d'activité Corporate pour les activités de direction générale du groupe.

L'information sectorielle de premier niveau correspond aux zones géographiques dans lesquelles le Groupe est implanté :

- France
- Suède
- Danemark
- Royaume-Uni
- Allemagne
- Etats Unis,
- Inde
- Corporate

Les informations sectorielles du Groupe au 31 décembre 2011 sont présentées de la manière suivante :

	31/12/2011									
	France (opé.)	Suède	Danemark	Royaume -Uni	Allemagne	Etats-Unis	France (Corp.)	Autres	Elimination inter.	Total
Revenus avec des tiers	34 161	19 243	8 813	7 362	7 703	31 789	0	5 975	0	115 045
Revenus intercompagnies	2 122	34	29	69	80	317	2	5 933	(8 586)	0
Total des revenus	36 282	19 278	8 842	7 431	7 782	32 106	2	11 909	(8 586)	115 045
Résultat opérationnel	(917)	2 056	32	54	(969)	(3 112)	(1 899)	1 073	0	(3 683)
Goodwill (valeur nette)	2 037	762	445	0	2 401	8 246	0	2 984	n.r	16 876
Immobilisations	376	293	329	288	343	928	1 349	124	0	4 031
Total des Actifs immobilisés	2 413	1 055	774	288	2 745	9 174	1 349	3 108	0	20 907
Amortissement et depreciation (hors Goodw)	(438)	(218)	(111)	(95)	(92)	(356)	(60)	(248)	0	(1 617)
Effectifs moyens	259	128	66	40	57	227	0	585	0	1 361

	31/12/2010									
	France (opé.)	Suède	Danemark	Royaume -Uni	Allemagne	Etats-Unis	France (Corp.)	Autres	Elimination inter.	Total
Revenus avec des tiers	33 340	16 090	6 860	6 279	4 208	9 066	63	1 750		77 656
Revenus intercompagnies	1 609	0	226	34	42	152	0	3 173	(5 236)	0
Total des revenus	34 949	16 090	7 086	6 313	4 250	9 218	63	4 922	(5 236)	77 656
Résultat opérationnel	(1 260)	1 600	273	(227)	(3 303)	(715)	(1 866)	(4 777)		(10 274)
Goodwill (valeur nette)	2 037	758	444	0	992	7 960	0	3 431	n.r	15 621
Immobilisations	1 662	337	206	325	83	588	78	172	0	3 451
Total des Actifs immobilisés	3 699	1 094	650	325	1 075	8 548	78	3 604	0	19 072
Amortissement et depreciation (hors Goodw)	(357)	(201)	(112)	(80)	(89)	(220)	(48)	(59)	0	(1 167)
Effectifs moyens	240	112	61	39	38	59	1	228		780

	31/12/2010									
	France (opé.)	Suède	Danemark	Royaume -Uni	Allemagne	Etats-Unis	France (Corp.)	Autres	Elimination inter.	Total
Revenus avec des tiers	33 489	12 650	9 169	5 872	5 758	6 908	0	1 670		75 517
Revenus intercompagnies	1 261	393	331	85	0	96	0	3 495	(5 660)	0
Total des revenus	34 750	13 044	9 500	5 957	5 758	7 003	0	5 165	(5 660)	75 517
Résultat opérationnel	125	1 297	549	(805)	(469)	(3 805)	(646)	(2)		(3 756)
Goodwill (valeur nette)	2 037	584	445	0	3 688	0	0	6 919	n.r	13 674
Immobilisations	1 124	248	267	330	138	331	120	41	0	2 599
Total des Actifs immobilisés	3 161	832	712	330	3 826	331	120	6 961	0	16 273
Amortissement et depreciation (hors Goodw)	(215)	(153)	(166)	(106)	(117)	(318)	(22)	(298)	0	(1 396)
Effectifs moyens	246	98	72	43	54	74	2	296		884

NOTE 3 – PERSONNEL

3. EFFECTIF FIN DE PERIODE

Nombre de personnes	31-déc.-11		31-déc.-10		31-déc.-09	
	Facturable	Non facturable	Facturable	Non facturable	Facturable	Non facturable
France	216	42	192	49	190	60
Etats-Unis	196	31	51	9	63	11
Europe hors France	242	49	118	51	216	51
Inde	517	67	436	24	262	34
Total	1 172	189	797	133	730	156

3.2. SOUS TRAITANTS

Le groupe fait appel à de la sous-traitance dans le cadre de besoins ponctuels et spécifiques de compétences techniques et afin de pallier à des pics d'activité. Le tableau ci-dessous présente le nombre moyen de sous traitant en équivalent temps plein.

Nombre moyen de sous traitants	31-déc.-11		31-déc.-10		31-déc.-09	
	Facturable	Non facturable	Facturable	Non facturable	Facturable	Non facturable
France	34	0	35	2	42	6
Etats-Unis	163	0	3	0	13	1
Europe hors France	39	3	22	2	40	6
Inde	35	2	3	2	21	6
Total	271	5	63	6	116	18

NOTE 4 – INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LE RESULTAT OPERATIONNEL

4.1. CHARGES OPERATIONNELLES

(en milliers d'euros)	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Salaires	(60 380)	(42 511)	(42 792)
Charges sociales	(13 041)	(10 891)	(10 888)
Rémunérations payées en actions	(0)	(12)	(29)
Dépreciations et amortissements	(1 617)	(1 167)	(1 396)
Provisions créances clients	(837)	(98)	(476)
Autres	(42 172)	(24 527)	(21 210)
Total charges opérationnelles par nature	(118 048)	(79 205)	(76 791)
Coûts des ventes	(79 609)	(53 022)	(51 159)
Coûts commerciaux	(9 537)	(5 296)	(5 190)
Coûts administratifs	(28 903)	(20 887)	(20 442)
Total charges opérationnelles par destination	(118 048)	(79 205)	(76 791)

AU 31 décembre 2011, le poste « Autres » comprend notamment 18,3 Moi € de charges de sous-traitance et 10,4 moi € de charges immobilières incluant les loyers et le charges d'entretiens afférentes.

Aucun crédit d'impôt n'a été comptabilisé en 2011 (ni en 2010). Un crédit d'impôt recherche a été constaté au 31 décembre 2009 et a été comptabilisé en déduction du coût des ventes pour 2.320 milliers d'euros sur la ligne « Autres » des charges opérationnelles.

4.2. –AUTRES PRODUITS ET CHARGES

(en milliers d'euros)	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Plus ou (moins) valeur sur cession	(0)	1 599	(38)
Dépréciation des actifs	(0)	(7 664)	(428)
Coûts de restructuration	(680)	(2 661)	(2 015)
Autres	(0)	1	(1)
Total autres produit et charges	(680)	(8 725)	(2 481)

La dépréciation des actifs concerne les écarts d'acquisition selon le détail donné en Note 9 – Ecart d'acquisition.

4.3. –E.B.I.T.D.A.

EBITDA est défini comme l' Earnings Before Interests, Taxes, Depreciation and Amortization.

L'EBITDA est un élément de mesure interne au groupe.

L'objectif de cet élément de mesure interne est de mesurer l'impact sur la liquidité du groupe de la performance de l'activité.

L'EBITDA de la période est calculé comme suit :

Résultat opérationnel (tel que présenté au compte de résultat) auquel sont ajoutées

- la totalité des amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles présentées dans l'état de la situation financière,
- la totalité des mouvements de dépréciations des actifs présentés dans l'état de la situation financière (comptes clients et écarts d'acquisition principalement),
- la totalité des dotations et reprises de provisions présentées dans l'état de la situation financière.

	31-déc.-11			31-déc.-10			31-déc.-09		
	Activités	Activités	TOTAL	Activités	Activités	TOTAL	Activités	Activités	TOTAL
	courantes	non courantes		courantes	non courantes		courantes	non courantes	
RESULTAT OPERATIONNEL	(3 003)	(680)	(3 683)	(1 549)	(8 725)	(10 274)	(1 274)	(2 481)	(3 756)
Amortissements, dépréciations et provisions	(2 462)	595	(1 867)	(872)	(7 033)	(7 904)	(428)	(1 395)	(1 822)
dont coûts de ventes	(913)	-	(913)	(437)	-	(437)	138	-	138
dont coûts commerciaux	(47)	-	(47)	(20)	-	(20)	(44)	-	(44)
dont coûts administratif	(1 502)	-	(1 502)	(414)	-	(414)	(522)	-	(522)
dont autres coûts opérationnels	-	-	-	-	-	-	-	-	-
dont coûts de restructuration	-	595	595	-	632	632	-	(967)	(967)
dont dépréciation des écarts d'acquisition	-	0	0	-	(7 664)	(7 664)	-	(428)	(428)
EB.I.T.D.A	(541)	(1 275)	(1 816)	(677)	(1 693)	(2 370)	(847)	(1 086)	(1 933)

Le résultat opérationnel des activités courantes est égal à la marge d'exploitation présentée au compte de résultat.

NOTE 6 – RESULTAT FINANCIER

(en milliers d'euros)	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
Charges d'intérêts sur dettes financières	(501)	(67)	(235)
Produits financiers	37	9	65
Coût net de l'endettement	(464)	(58)	(170)
Variation des provisions sur actifs non courants	1	3	(102)
Autres produits (charges) financiers	(124)	(156)	(60)
Différences de change	(151)	629	(121)
Autres charges et produit financiers	(275)	476	(282)
Total	(738)	418	(452)

NOTE 7 – IMPOTS & IMPOTS DIFFERES

7.1. ANALYSE DE LA CHARGE D'IMPÔT

La charge d'impôt de la période peut être analysée de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	31-déc.-11	31-déc.-10	31-déc.-09
Produits (Charges) d'impôt exigible	(456)	(389)	(99)
Variation des impôts différés	(167)	(384)	188
TOTAL	(623)	(773)	89

7.2. PREUVE D'IMPÔTS

L'impôt sur les sociétés de l'année résulte de l'application du taux effectif en fin d'exercice au résultat avant impôts au 31 Décembre 2011. L'impôt sur les sociétés théorique de l'année résulte de l'application du taux effectif en fin d'exercice de la mère (33,33% en 2011 pour VALTECH SA) au résultat avant impôts au 31 Décembre 2011.

(en milliers d'euros)	31/12/11	31/12/2010	31/12/2009
Résultat net de l'ensemble consolidé	(5 038)	(10 837)	(907)
Charges d'impôt	623	773	(89)
Résultat des sociétés mis en équivalence	(5)	(133)	(89)
Résultat consolidé avant impôts	(4 421)	(10 197)	(1 085)
Taux d'impôt théorique	33,33%	33,33%	33,33%
Produits (Charges) d'impôts théorique	1 473	3 399	362
Dépréciation des écarts d'acquisition	-	(2 401)	(87)
Différences permanentes	(170)	(96)	28
Elimination de résultat de cession internes	(6)	-	934
Utilisation de créances d'impôt sur déficits antérieurs	-	(76)	-
Activation de déficits n'ayant pas donné lieu à la reconnaissance d'impôt différé antérieurement	(18)	-	467
Déficits n'ayant pas donné lieu à l'activation d'impôt différé	(2 064)	(1 454)	(2 489)
Résultat non soumis à Impôts	-	(91)	-
Autres impôts	11	(101)	770
Effet de la différence de taux d'impôt	151	47	104
Produits (Charges) réels d'impôt	(623)	(773)	89
Taux effectif d'impôt	-12,4%	-7,1%	9,8%

7.3 IMPÔTS DIFFÉRÉS

La ventilation par nature des impôts différés au 31 décembre 2011 se détaille comme suit :

(en milliers d'euros)	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles et location de financement	Provisions et avantages au personnel	Déficits reportés en avant	Autres éléments	Total
Impôts différés au 31/12/2008	-	96	83	1 876	(35)	2 021
Éléments comptabilisés en résultat	-	590	-	(375)	(27)	188
Effet des variations de change	-	7	-	(13)	(4)	(10)
Éléments comptabilisés en capitaux propres et effet des variations de périmètre	-	-	-	-	-	-
Impôts différés au 31/12/2009	-	693	83	1 489	(66)	2 200
Éléments comptabilisés en résultat	-	(100)	(83)	(105)	(96)	(384)
Effet des variations de change	-	3	-	51	(16)	38
Éléments comptabilisés en capitaux propres et effet des variations de périmètre	-	-	-	-	-	-
Impôts différés au 31/12/2010	-	597	-	1 435	(177)	1 854
Éléments comptabilisés en résultat	-	(9)	-	-	(159)	(167)
Effet des variations de change	-	2	-	22	(3)	20
Éléments comptabilisés en capitaux propres, reclassements et variations de périmètre	-	-	-	-	-	-
Impôts différés au 31/12/2011	-	589	-	1 457	(339)	1 707

L'analyse par nature des impôts différés se présente de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	31/12/2011			31/12/2010			31/12/2009		
	Impôts différés actifs	Impôts différés passifs	Total	Impôts différés actifs	Impôts différés passifs	Total	Impôts différés actifs	Impôts différés passifs	Total
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles et location de financement	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions et avantages au personnel	-	-	-	-	-	-	83	-	83
Déficits reportés en avant	1 457	-	1 457	1 435	-	1 435	1 489	-	1 489
Autres éléments	589	(339)	250	597	(177)	420	693	(66)	628
Total	2 046	(339)	1 707	2 032	(177)	1 854	2 266	(66)	2 200
Effet de la compensation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Impôts comptabilisés	2 046	(339)	1 707	2 032	(177)	1 854	2 266	(66)	2 200

Seuls sont comptabilisés les impôts différés actifs pour lesquels la recouvrabilité est reconnue à travers des perspectives futures d'imputation dans le cadre d'une continuité de l'exploitation moyen terme.

(en milliers d'euros)	Impôts différés actifs non reconnus en 2011	Impôts différés actifs non reconnus en 2010	Impôts différés actifs non reconnus en 2009
Valtech SA	13 153	11 752	10 896
Valtech Training (France)	27	-	-
Valtech Ltd (UK)	374	340	124
Valtech AG (Allemagne)	706	546	331
H2O (Allemagne)	3	-	-
Valtech Danemark	-	-	-
Valtech Inc	4 196	2 133	2 236
Valtech Systems Private Limited	764	1 014	1 031
Total	19 223	15 785	14 618

NOTE 8 – ACTIVITES NON POURSUIVIES (IFRS 5)

En application de la norme IFRS 5, la participation du Groupe dans la société MEDHOST (non intégrée), dont la cession est intervenue en 2010, était comptabilisée en 2009 dans les comptes qui suivent comme un actif destiné à être cédé.

	31-déc.-11	31-déc.-10	31-déc.-09
Actifs destinés à être cédés (Etat de la situation financière du Groupe)	-	-	3 374
Résultat des activités non poursuivies (Compte de résultat consolidé)	-	(341)	3 123

NOTE 9 – ECART D'ACQUISITION

9.1. ECARTS D'ACQUISITION

L'évolution des écarts d'acquisition sur la période peut se présenter de la manière suivante :

<i>(en milliers d'euros)</i>	ADEA USA	Synaris AG Allemagne	H2O Allemagne	Majoris Inde	Valtech A/S Danemark	ACDSI France	Kiara Suède	Total goodwill
Au 31 Décembre 2008	49	3 688	-	7 165	443	2 037	466	13 848
Augmentation sur acquisition d'une filiale	-	-	-	11	-	-	87	98
Diminution sur cession d'une filiale	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépréciation reconnue sur l'exercice	(49)	-	-	(381)	-	-	-	(430)
Différence de conversion	-	-	-	124	2	-	32	158
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Au 31 Décembre 2009	-	3 688	-	6 919	445	2 037	585	13 674
Augmentation sur acquisition d'une filiale	8 401	-	-	-	-	-	84	8 485
Diminution sur cession d'une filiale	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépréciation reconnue sur l'exercice	-	(2 696)	-	(4 678)	-	-	-	(7 374)
Différence de conversion	(26)	-	-	775	(1)	-	89	837
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Au 31 Décembre 2010	8 375	992	-	3 016	444	2 037	758	15 622
Augmentation sur acquisition d'une filiale	24	-	1 410	-	-	-	-	1 434
Diminution sur cession d'une filiale	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépréciation reconnue sur l'exercice	-	-	-	-	-	-	-	-
Différence de conversion	208	-	-	(393)	1	-	4	(180)
Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
Au 31 Décembre 2011	8 607	992	1 410	2 623	445	2 037	762	16 876

Le 1^{er} juillet 2011, la société allemande VALTECH AG a pris le contrôle opérationnel de la société allemande H2O. 100% des titres ont été acquis par Valtech AG. La société H2O est une agence de marketing interactif sur les marchés locaux allemand, suisse et autrichien. H2O société basée à Munich conçoit et développe des campagnes, des applications de marketing on line ainsi que des plateformes de branding et d'e-commerce. Elle compte environ 30 collaborateurs. Cette acquisition a générée un écart d'acquisition de 1 410 K€.

Le 15 décembre 2010, la société a fait l'acquisition, des activités américaines et indiennes de la société américaine de conseil ADEA spécialisée dans les technologies et les solutions digitales. Ce sont les filiales américaines (VALTECH Solutions) et indiennes (V.S.S.L.) du groupe VALTECH qui se sont portées acquéreuses des fonds de commerce des activités d'ADEA dans chacun des pays

9.2. TEST DE DÉPRÉCIATION

Les principales hypothèses utilisées pour la réalisation des tests de dépréciation sont les suivantes :

Paramètres d'actualisation	France	USA	Germany	Denmark	Sweden	India
Free Risk rate	4,9%	3,9%	4,7%	4,9%	4,4%	7,9%
Market Premium	5,0%	5,0%	5,0%	5,0%	5,0%	5,0%
Beta with debt	0,99	1,34	0,99	0,99	0,99	0,99
Country Risk Premium	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	3,6%
Cost of Equity	9,8%	10,7%	9,6%	9,8%	9,3%	16,5%
Free Risk rate	4,9%	4,7%	4,9%	4,9%	4,4%	7,9%
Spread	2,5%	3,0%	3,0%	2,5%	2,5%	3,0%
Income tax rate	33,3%	35,0%	15,0%	25,0%	26,3%	30,0%
Cost of Debt	4,9%	5,0%	6,7%	5,5%	5,1%	7,6%
Average Peer Gearing	15,8%	15,8%	15,8%	15,8%	15,8%	15,8%
Financing via Equity	86,3%	86,3%	86,3%	86,3%	86,3%	86,3%
Financing via Debt	13,7%	13,7%	13,7%	13,7%	13,7%	13,7%
Unliquidity Premium		0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Weighted Average Capital Costs	9,2%	9,9%	9,2%	9,2%	8,8%	15,3%

Les données Risk Free rate, Peer Gearing ont comme origine « Capital IQ « Standard & poors »

Les données Beta ont comme origine « Reuters »

Les données Market premium ont comme origine « Damodaran USA »

Les données spread et income tax rate sont des données de marchés.

Au 31 décembre 2010 le coût du capital retenu était de 10,85% et le coût de l'endettement avant impôt de 5,33%.

Au 31 décembre 2009 le coût du capital retenu était de 11,05% et le coût de l'endettement avant impôt de 5,48%.

Au 31 décembre 2011 chaque unité de trésorerie a été testée séparément. Les tests ont été probants et aucune perte de valeur n'a été comptabilisée.

En 2011, la sensibilité de la valeur recouvrable à une modification d'un point du taux d'actualisation ou du taux de croissance à l'infini est la suivante :

Impact sur la valeur d'utilité de l'UGT en K€		Taux d'actualisation + 1 point	Taux d'actualisation - 1 point	Taux de croissance à l'infini + 1 point	Taux de croissance à l'infini - 1 point
ADEA	USA	- 2 653	3 314	- 1 685	2 107
Synaris AG	Allemagne	- 643	809	- 366	457
H2O	Allemagne	- 667	838	- 467	1 538
Majoris	Inde	- 277	319	- 158	182
Valtech A/S	Danemark	- 1 075	1 351	- 726	908
ACDSI	France	- 973	1 223	- 645	806
Kiara	Suède	- 2 366	2 974	- 1 561	1 928

En 2010, la sensibilité de la valeur recouvrable à une modification d'un point du taux d'actualisation ou du taux de croissance à l'infini n'aurait pas d'incidence sur la dépréciation des écarts d'acquisition et sur le résultat de l'exercice.

En 2011, les taux WACC qui équilibreraient la valeur économique des écarts d'acquisition et les valeurs comptables au 31/12/2011 sont les suivants :

Valeur maximum du WACC avant perte de valeur		
ADEA	USA	18,5%
Synaris AG	Allemagne	16,5%
H2O	Allemagne	22,0%
Majoris	Inde	22,0%
Valtech A/S	Danemark	31,0%
ACDSI	France	18,0%
Kiara	Suède	34,5%

NOTE 10 - AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

<i>(en milliers d'euros)</i>	Logiciels achetés	Logiciels créés pour usage interne	Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles	Total immobilisations corporelles
Au 31 décembre 2009				
Valeur brute	3 685	418	-	4 103
Amortissement	(3 492)	(418)	-	(3 910)
Valeurs nettes au 31 décembre 2009	193	-	-	193
Variation de périmètre				
Augmentation	128	-	-	128
Dépréciation de l'exercice	(121)	-	-	(121)
Cessions de l'exercice	-	-	-	-
Différence de conversion	2	-	-	2
Autres variations	-	-	-	-
Au 31 décembre 2010				
Valeur brute	3 628	418	-	4 046
Amortissement	(3 427)	(418)	-	(3 845)
Valeurs nettes au 31 décembre 2010	201	-	-	201
Variation de périmètre				
Augmentation	16	0	0	16
Dépréciation de l'exercice	(182)	0	0	(182)
Cessions de l'exercice	(0)	0	0	0
Différence de conversion	(3)	0	0	(3)
Autres variations	0	0	0	0
Au 31 décembre 2011				
Valeur brute	2 356	0	0	2 356
Amortissement	(2 134)	0	0	(2 134)
Valeurs nettes au 31 décembre 2011	222	0	0	222

NOTE 11 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les variations dans les immobilisations corporelles peuvent se présenter de la manière suivante :

<i>(en milliers d'euros)</i>	Immobilisations corporelles					Total
	Agencements	Mobiliers de bureau	Matériels informatiques	Autres	Location financement	
Au 31 décembre 2009						
Valeurs brutes	2 481	1 624	8 244	1 470	757	14 575
Amortissements	(1 439)	(1 350)	(7 612)	(1 080)	(689)	(12 169)
Valeurs nettes au 31 décembre 2009	1 042	274	632	390	68	2 407
Augmentations	739	308	1 080	83	-	2 210
Cessions	(69)	(10)	(27)	(3)	-	(109)
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-
Différence de conversion	17	17	40	3	-	78
Amortissements	(218)	(99)	(589)	(81)	(58)	(1 045)
Amortissements exceptionnels	-	-	-	(290)	-	(290)
Autres variations	-	-	-	-	-	-
Au 31 décembre 2010						
Valeurs brutes	3 165	1 627	8 333	1 623	757	15 504
Amortissements	(1 654)	(1 136)	(7 197)	(1 521)	(746)	(12 254)
Valeurs nettes au 31 décembre 2010	1 511	491	1 136	102	10	3 250
Augmentations	290	176	1 258	72	-	1 795
Cessions	-	(0)	(6)	(0)	(10)	(16)
Variation de périmètre	47	29	108	12	-	196
Différence de conversion	21	(1)	10	5	-	35
Amortissements	(310)	(165)	(898)	(62)	-	(1 435)
Amortissements exceptionnels	-	-	-	-	-	-
Autres variations	13	-	(41)	12	-	(15)
Au 31 décembre 2011						
Valeurs brutes	3 447	1 808	6 676	1 125	280	13 335
Amortissements	(1 875)	(1 279)	(5 108)	(984)	(280)	(9 525)
Valeurs nettes au 31 décembre 2011	1 572	529	1 568	141	-	3 809

NOTE 12 – ACTIFS FINANCIERS

Les variations dans les actifs financiers se présentent de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	Participation dans les entreprises associées	Actifs financiers non courants	Dépôt	Autres investissements à long terme	Total
Au 31 décembre 2009 :					
Valeurs brutes	331	80	2 490	-	2 901
Dépreciation	-	(80)	-	-	(80)
Valeurs nettes au 31 décembre 2009	331	0	2 490	-	2 821
Augmentation	34	-	348	-	383
Cessions	(34)	(3)	(40)	-	(77)
Dépreciation	-	3	-	-	3
Variation de périmètre	-	-	-	-	-
Différence de conversion	40	-	90	-	130
Réaffectation	-	-	-	-	-
Résultat dans les co-entreprises	133	-	-	-	133
Au 31 décembre 2010 :					
Valeurs brutes	504	77	2 888	-	3 469
Dépreciation	-	(77)	-	-	(77)
Valeurs nettes au 31 décembre 2010	504	-	2 888	-	3 392
Augmentation	-	52	112	-	164
Cessions	-	(57)	(97)	-	(155)
Dépreciation	-	-	-	-	-
Variation de périmètre	-	61	53	-	114
Différence de conversion	-	-	6	-	6
Réaffectation	-	-	-	-	-
Résultat dans les co-entreprises	5	-	-	-	5
Au 31 décembre 2011 :					
Valeurs brutes	510	132	2 961	-	3 603
Dépreciation	-	(76)	-	-	(76)
Valeurs nettes au 31 décembre 2011	510	56	2 961	-	3 527

Les dépôts correspondent à des dépôts et cautions versés dans le cadre des locations immobilières des sociétés du Groupe.

- **Titres mis en équivalence**

Les titres mis en équivalence concernent une prise de participation dans une société coréenne. A l'issue de l'exercice clos le 31 décembre 2011, les données financières de cette société peuvent se synthétiser de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	31-déc.-11	31-déc.-10	31-déc.-09
Actifs courants	2 513	1 731	1 270
Actifs non courants	255	243	172
Dettes courantes	1 764	981	790
Dettes non courantes	-	-	-
Revenus	5 084	4 778	4 244
Charges	(5 073)	(4 516)	(4 070)
Résultat net	11	262	174

NOTE 13 – CREANCES COURANTES

13.1. CRÉANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS

Les variations de l'exercice des créances clients et comptes rattachés au 31 décembre 2011 se présentent de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	
Valeur nette au 31 décembre 2009	19 583
dont Valeur brute	19 926
dont Provision pour dépréciation	(342)
Variation	3 131
Mouvement des provisions	68
Différence de conversion	683
Variation de périmètre	5 902
Autre mouvements (IAS 32-39)	(1 431)
Valeur nette au 31 décembre 2010	27 936
dont Valeur brute	28 355
dont Provision pour dépréciation	(419)
Variation	55
Mouvement des provisions	680
Différence de conversion	912
Variation de périmètre	(427)
Autre mouvements (IAS 32-39)	351
Valeur nette au 31 décembre 2011	35 630
dont Valeur brute	36 774
dont Provision pour dépréciation	(1 145)

Les créances clients net des provisions pour dépréciation au 31 décembre 2011 se répartissent par date d'échéance comme suit :

(en milliers d'euros)	2011	2010	2009
Balance agée des créances non provisionnées au 31 décembre :			
non échues ou échues depuis moins de 30 jours	24 251	18 905	13 674
échues depuis plus de 30 jours et moins de 60 jours	7 082	5 755	4 048
échues depuis plus de 60 jours et moins de 90 jours	1 406	2 336	961
échues depuis plus de 90 jours	2 891	940	900
Total	35 630	27 936	19 583

Les variations de l'exercice des provisions pour dépréciation des créances clients et comptes rattachés au 31 décembre 2011 se présentent de la manière suivante :

Mouvements des créances douteuses :	2011	2010	2009
au 1er janvier	(419)	(342)	(318)
Provision sur créances douteuses	(856)	(19)	(82)
Créances irrécouvrables	-	(26)	(111)
Créances recouvrées pendant l'année	-	(33)	-
Reprise de provisions	174	-	166
Incidence de l'impairment	-	-	-
Ecart de conversion	(43)	0	2
Au 31 décembre	(1 145)	(419)	(342)

Le détail au 31 décembre 2011 par date d'échéance des provisions pour dépréciation se présente comme suit :

	2011	2010	2009
Ancienneté des créances ayant fait l'objet d'une dépréciation :			
non échues ou échues depuis moins 30 jours	-	(18)	-
échues depuis plus de 30 jours et moins de 60 jours	(12)	(3)	(27)
échues depuis plus de 60 jours et moins de 90 jours	(2)	(49)	(1)
échues depuis plus de 90 jours	(1 131)	(349)	(315)
Total	(1 145)	(419)	(342)

13.2. AUTRES CRÉANCES

(en milliers d'euros)	31-déc.-11	31-déc.-10	31-déc.-09
Créances sociales et fiscales	1 972	2 243	3 802
Autres créances	351	1 970	82
Charges constatés d'avance	1 638	1 084	1 204
Fournisseur avances et acomptes	-	-	-
Autres créances	3 960	5 298	5 088

Au 31/12/2010, le poste Autres créances correspond principalement au produit de cession de l'activité Axelboss, non encore encaissé à cette date. Cette créance a été encaissée au cours de l'exercice 2011.

NOTE 14 – CAPITAL

14.1. CAPITAL

Au 31 décembre 2011, le capital de VALTECH S.A., d'un montant de 2.343.382.98 euros est composé de 154.793.551 actions ordinaires d'un nominal de 0,015 euros. Il est entièrement libéré.

Les variations sur la période se présentent de la manière suivante :

(en unités)	31-déc.-11	31-déc.-10	31-déc.-09
Nombre d'actions au 1er Janvier	155 008 451	88 668 358	88 668 358
Augmentation de capital	-	66 340 093	-
Réduction de capital	(214 900)	-	-
Levées d'options	-	-	-
Nombre d'actions au 31 décembre	154 793 551	155 008 451	88 668 358

14.2. ACTIONS D'AUTOCONTRÔLE

Conformément à la résolution 11 de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 23 mai 2011, la société a supprimé les 214 900 actions d'autocontrôles affectées au plan de souscription d'actions expirant le 29 mai 2010. Ce plan n'a fait l'objet d'aucune souscription. Au 31 décembre 2011, le Groupe ne possède plus d'actions d'autocontrôle.

14.3. RÉSULTAT DE BASE PAR ACTION ET RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION

La réconciliation entre le résultat de base par action et le résultat dilué par action peut être présentée de la manière suivante :

	Profit (perte) net	Nombre moyen d'actions	Résultat par action
2011			
Résultat de base par action	(5 038)	154 878 922	(0,03)
Effets dilutif des stocks options	-	0	
Résultat par action dilué	(5 038)	154 878 922	(0,03)
2010			
Résultat de base par action	(10 837)	100 482 347	(0,11)
Effets dilutif des stocks options	-	551 912	
Résultat par action dilué	(10 837)	101 034 259	(0,11)
2009			
Résultat de base par action	(907)	88 668 358	(0,01)
Effets dilutif des stocks options	-	1 352 000	
Résultat par action dilué	(907)	90 020 358	(0,01)

NOTE 15 – PROVISIONS

15.1. EVOLUTION DES PROVISIONS

(en milliers d'euros)	Litiges	Loyers pour locaux inutilisés	Engagement de retraite	Autres	Total
Provisions au 31 Décembre 2009	764	1 961	354	107	3 186
dont Courant	724	513	69	67	1 372
dont Non courant	40	1 449	285	40	1 814
Augmentation	174	497	9	(16)	663
Reprise	(149)		(69)	(40)	(258)
Reprise (utilisation)	(100)	(1 127)	(60)	-	(1 287)
Variation de périmètre	-	703	160	-	863
Autres	-	-	-	-	-
Différence de conversion	(1)	94	8	8	109
Provisions au 31 Décembre 2010	687	2 128	403	58	3 276
dont Courant	687	722	178	59	1 646
dont Non courant	-	1 405	225	-	1 630
Augmentation	460	-	95	-	555
Reprise			-	-	-
Reprise (utilisation)	(458)	(578)	-	-	(1 036)
Variation de périmètre	-		0	-	0
Autres	296	(183)	(62)	(54)	(3)
Différence de conversion	6	33	(21)	(5)	14
Provisions au 31 Décembre 2011	991	1 400	415	(1)	2 805
dont Courant	991	529	125	(0)	1 644
dont Non courant	0	870	291	-	1 161

15.2. PROVISIONS POUR COUVERTURE SOCIALE, ENGAGEMENTS DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI.

Selon les lois et usages de chaque pays, le Groupe accorde à ses salariés des régimes de retraite, prévoyance et frais médicaux. Les régimes dépendent de la législation locale du pays, de l'activité et des pratiques historiques de la filiale concernée. Au-delà des régimes de base, les régimes peuvent être à cotisations définies ou à prestations définies et, dans ce dernier cas, totalement ou partiellement couverts par des placements dédiés (actions, obligations, contrats d'assurance ou autres formes de placements dédiés...).

- Régimes de retraite à cotisations définies

Les prestations versées dépendent uniquement du cumul des cotisations versées et du rendement des placements de ces dernières. L'engagement du Groupe se limite aux cotisations versées qui sont enregistrées en charge.

- Régimes de retraite à prestations définies

La valorisation de l'engagement du Groupe au titre de ces régimes est calculée annuellement. Ces calculs intègrent des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel, de projection des salaires futurs et de revalorisation des rentes versées.

Les engagements postérieurs à l'emploi sont déterminés en accord avec les principes comptables présentés en note 2.17. Pour les régimes de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi, les pertes et gains actuariels sont amortis en charges.

- Couverture sociale

Suite à la restructuration courant l'année 2011 des activités du groupe aux Etats Unis d'Amérique, le programme de couverture médicale a été entièrement externalisée et les entités américaines n'ont plus à rembourser les dépenses médicales de moins de 50 000 € pour les régimes de remboursement de frais médicaux.

Afin de réaliser les évaluations actuarielles, les hypothèses de base des calculs ont été déterminées par pays, les hypothèses spécifiques (taux de rotation du personnel, augmentation de salaire) sont fixées société par société.

Les avantages sociaux sont reconnus dans les états financiers du Groupe suivant la répartition suivante :

France					
	Engagement de retraite	Autres avantages sociaux	2011	2010	2009
Provisions au début de la période	225	-	225	285	231
Coûts des services rendus	66	-	66	(60)	54
Autres variations	-	-	-	-	-
Différence de conversion	-	-	-	-	-
Provisions à la fin de la période	291	-	291	225	285
Inde					
	Engagement de retraite	Autres avantages sociaux	2011	2010	2009
Provisions au début de la période	163	-	163	(0)	0
Coûts des services rendus	29	-	29	160	0
Autres variations	(47)	-	(47)	-	-
Différence de conversion	(20)	-	(20)	2	-
Provisions à la fin de la période	125	-	125	163	0
US					
	Engagement de retraite	Autres avantages sociaux	2011	2010	2009
Provisions au début de la période	-	16	16	69	66
Coûts des services rendus	-	-	-	(60)	5
Autres variations	-	(15)	(15)	-	-
Différence de conversion	-	(1)	(1)	6	(2)
Provisions à la fin de la période	-	(0)	(0)	16	69
TOTAL					
	Engagement de retraite	Autres avantages sociaux	2011	2010	2009
Provisions au début de la période	388	16	403	354	297
Coûts des services rendus	95	-	95	(120)	59
Autres variations	(47)	(15)	(62)	160	-
Différence de conversion	(20)	(1)	(21)	8	(2)
Provisions à la fin de la période	415	(0)	415	403	354
Hypothèses					
Taux d'actualisation			4,50%	4,50%	4,62%
Taux d'augmentation annuelle des salaires			2,00%	2,00%	2,00%
Age moyen de départ à la retraite			63	63	63
Taux de progression des dépenses médicales					

Les taux d'actualisation font référence au taux de rémunération des obligations d'Etat sur une période de 20 ans (indice Reuters).

15.3. PROVISIONS POUR LITIGES

Dans le cours normal de leurs activités, les sociétés du Groupe peuvent être impliquées dans un certain nombre de procédures judiciaires, arbitrales et administratives. Les charges qui peuvent résulter de ces procédures ne sont provisionnées que lorsqu'elles sont probables et que leur montant peut être soit quantifié, soit estimé dans une fourchette raisonnable.

Le montant des provisions retenu est fondé sur l'appréciation du risque au cas par cas et dépend en majeure partie de facteurs autres que le stade d'avancement des procédures, étant précisé que la survenance d'événements en cours de procédure peut toutefois entraîner une réappréciation de ce risque.

Des discussions avec un client américain, relatives à la réception définitive d'un contrat sont toujours en cours. La direction de la filiale américaine, comme celle du groupe, considère qu'une provision totale de 250 KUSD, incluses dans le solde des provisions au 31 décembre 2011, couvre le risque estimé.

A la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autre litige, arbitrage ou fait exceptionnel susceptible d'avoir, ou ayant eu dans un passé récent, une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine de la Société et du Groupe. Ni la société VALTECH SA ni aucune de ses filiales n'est partie à un procès ou à une procédure d'arbitrage quelconque dont la direction de VALTECH estime que le résultat pourrait raisonnablement avoir une incidence négative significative sur ses résultats, son activité ou sa situation financière consolidée.

Les reprises de provisions de l'exercice concernent notamment l'ajustement des provisions sur les contrôles sociaux et fiscaux qui sont maintenant notifiés. Les autres litiges concernent principalement des affaires prud'homales avec d'anciens employés ou des litiges avec certains prestataires.

15.4. PROVISIONS POUR LOCAUX VIDES

L'évolution de la provision pour locaux vides est principalement liée aux reprises de provision pour la partie des loyers sur nos bureaux sous utilisés à Dallas, (Etats-Unis) et à Londres (Angleterre)

Ces provisions couvrent la totalité des loyers jusqu'à la fin des baux, minorés des sous locations potentielles si celles-ci sont jugées suffisamment probables au regard du marché local de l'immobilier.

NOTE 16 – DETTES COURANTES – NON COURANTES

16.1. DETTES NON COURANTES

Les dettes non courantes concernent :

(en milliers d'euros)	31-déc.-11	31-déc.-10	31-déc.-09
Dettes fiscales et sociales	-	-	-
Autres	-	-	78
Dettes non courantes	-	-	78

16.2. DETTES COURANTES

Les autres dettes courantes se présentent de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	31-déc.-11	31-déc.-10	31-déc.-09
Dettes fiscales et sociales	12 209	10 108	8 905
Avances clients	1 508	1 486	866
Produits constatés d'avance	4 366	3 080	2 342
Autres dettes financières	-	-	222
Autres	491	534	138
Dettes courantes	18 574	15 208	12 473

16.3. DETTES FOURNISSEURS

La balance âgée des dettes fournisseurs se présente de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	31/12/2011	31/12/2010	31/12/2009
non échues ou échues depuis moins de 30 jours	6 922	7 815	5 170
échues depuis plus de 30 jours et moins de 60 jours	1 538	1 605	1 510
échues depuis plus de 60 jours et moins de 90 jours	958	1 171	51
échues depuis plus de 90 jours	2 615	820	511
Total Dettes Fournisseurs	12 033	11 411	7 242

Les variations des dettes fournisseurs sur l'exercice se présentent de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	2011	2010	2009
Dettes Fournisseurs au début de l'exercice	11 411	7 242	7 140
Variation	456	859	(6)
Différence de conversion	2	319	108
Variation de périmètre	242	2 992	-
Autre mouvements (IAS 32-39)	(79)	-	-
Dettes Fournisseurs à la fin de l'exercice	12 033	11 411	7 242

NOTE 17 – TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE,

La trésorerie et équivalents de trésorerie figurant dans le tableau des flux de trésorerie consolidés, comprend la trésorerie (fonds en caisse et dépôts à vue) ainsi que les équivalents de trésorerie (placements à court terme, très liquides, qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur).

Les placements dont l'échéance initiale est à plus de trois mois sans possibilité de sortie anticipée ainsi que les comptes bancaires faisant l'objet de restrictions (comptes bloqués) autres que celles liées à des réglementations propres à certains pays ou secteurs d'activités (contrôle des changes, etc.) sont exclus de la trésorerie et des équivalents de trésorerie du tableau des flux de trésorerie.

(en milliers d'euros)	31-déc-11	31-déc-10	31-déc-09
Trésorerie et équivalent	6 236	7 948	8 173
Découvert	(2 451)	(535)	(1 094)
Mobilisation de créances	(574)	(878)	(2 066)
Total	3 211	6 534	5 013

NOTE 18 – DETTES FINANCIERES ET INSTRUMENTS FINANCIERS

18.1. ANALYSE DE LA DETTE PAR NATURE

(en milliers d'euros)	31-déc-11	31-déc-10	31-déc-09
Emprunt (part > 1 an)	1 143	(0)	200
Location financement (part > 1 an)	(0)	14	141
Dettes non courantes	1 143	14	341
Emprunt (part < 1 an)	9 403	3 791	230
Location financement (part < 1 an)	-	105	174
Découvert	3 025	1 413	3 160
Dettes courantes	12 427	5 310	3 564
Total dettes financières	13 570	5 324	3 905

18.2. ANALYSE DE LA DETTE PAR ÉCHÉANCES

(en milliers d'euros)	31-déc-11	31-déc-10	31-déc-09
maturité < 1 an	12 427	5 310	3 564
maturité entre 1 et 5 ans	1 143	14	341
maturité supérieure à 5 ans	-		
Total dettes financières	13 570	5 324	3 905

18.3. ANALYSE DE LA DETTE PAR DEVISES

(en milliers d'euros)	31-déc-11	31-déc-10	31-déc-09
Dettes libellées Euros	8 525	1 159	2 881
Dettes libellées Livre sterling	269	363	457
Dettes libellées USD	4 776	3 805	221
Dettes libellées Roupie indienne	-	-	162
Dettes libellées Couronnes Danoises	-	-	14
Dettes libellées Couronnes Suédoises	0	(3)	171
Total dettes financières	13 570	5 324	3 905

18.4. ANALYSE DE LA DETTE PAR TAUX

L'ensemble de la dette du groupe est à taux variable court ou moyen terme.
Aucune couverture de taux n'a été mise en place.

18.5. CONTRATS DE FINANCEMENT

La plupart des contrats de financement conclus par le Groupe contiennent les clauses habituelles en cas de défaillance ou d'évolution défavorable significative de VALTECH S.A. et de ses filiales. En vertu de ces clauses, la dégradation significative de la situation financière du Groupe peut causer l'exigibilité d'une partie significative ou même de la totalité de ses lignes de crédit.

NOTE 19 – GESTION DES RISQUES FINANCIERS ET INSTRUMENTS FINANCIERS

Les principaux passifs financiers du groupe sont constitués d'emprunts et de découverts bancaires, de dettes de location financement, de dettes fournisseurs.

L'objectif principal de ces passifs financiers est de financer les activités opérationnelles du groupe. Le groupe détient d'autres actifs financiers tels que des créances clients, de la trésorerie et des dépôts à court terme qui sont générés directement par ses activités.

Le groupe n'a pas contracté de dérivés ni aucun swaps de taux d'intérêt.

19.1. GESTION DU RISQUE DE CHANGE

Le montant total des actifs libellés en devises autres que la monnaie du groupe (USD, GBP, SEK, DKK, INR) relatif aux sociétés situées dans la zone hors euro est synthétisé dans le tableau ci-après. Ces montants ne font pas l'objet d'une politique de couverture.

Sur l'exercice 2011, la variation des écarts de conversion comptabilisés en capitaux propres consolidés sur les actifs nets exposés au risque de change est de – 258 K€.

Répartition par Devise en milliers d'euros	EUR	USD	INR	SEK	DKK	GBP	AUTRES	TOTAL
au 31/12/2011								
Actif	31 143	17 015	5 969	8 680	5 444	3 546	509	72 305
Passif hors capitaux propres	25 328	8 900	2 159	5 315	2 665	2 955	(0)	47 321
Position nette avant couverture (en euros)	5 815	8 116	3 810	3 365	2 779	591	509	24 985
Couverture	-	-	-	-	-	-	-	-
Position nette après couverture (en euros)	5 815	8 116	3 810	3 365	2 779	591	509	24 985

Le groupe est principalement exposé à l'USD. Une appréciation de 10% de l'USD entraînerait une augmentation de l'actif net converti en euro d'environ 811 K€. Une dépréciation de 10% de l'USD entraînerait une diminution de l'actif net converti en euro d'environ 811 K€.

19.2 GESTION DU RISQUE DE TAUX

Au 31 décembre 2011, le groupe Valtech est exposé au risque de Taux d'intérêts à deux titres :

- Les financements

L'ensemble des financements du groupe Valtech sont des financements court terme indexés sur des taux court terme spécifiques à chaque pays, à l'exception de d'une dette court terme de 4 500 milliers d'euros octroyée par l'actionnaire contrôlant du groupe, à taux fixe.

Le groupe Valtech encourt donc un risque de variation de taux en fonction des évolutions de chaque indice pour la partie tirée des lignes de crédits détaillé au § F.I.

Une variation de 1% des indices à la hausse aurait un impact négatif de 49 milliers d'euros sur le résultat net avant impôt du groupe Valtech.

Le groupe n'a pas mis de couverture de taux en place.

- Les cautions bancaires

L'ensemble des cautions bancaires de Valtech sont des cautions bancaires indexées sur des taux fixe spécifique à chaque pays. Le groupe a donné des cautions bancaires à hauteur de 2 210 milliers d'euros.

19.3 RISQUE DE LIQUIDITE

Le financement du groupe au 31 décembre 2011 repose essentiellement sur un emprunt bancaire aux états unis court terme pour un montant de 4 717 milliers d'euros, devenu exigible immédiatement en cours de renégociation et un prêt court terme en France contracté avec l'actionnaire contrôlant pour un montant de 4 500 milliers d'euros.

19.4 RISQUE SUR ACTIONS ET AUTRES PLACEMENTS FINANCIERS

Compte-tenu de la composition de son portefeuille de valeurs mobilières de placement, le groupe n'est pas exposé au risque de fluctuation de cours.

NOTE 20 – PAIEMENT EN ACTIONS

Le Groupe VALTECH peut être amené à mettre en œuvre des plans d'options sur actions réservés à certaines catégories de Personnel. Le dernier plan est arrivé à échéance en mai 2010. Au 31 décembre 2011, aucun plan n'est plus actif.

20.1 MOUVEMENTS DANS LES PLANS D'OPTIONS DURANT LA PÉRIODE

Les données relatives aux plans d'options sur actions en cours sont récapitulées ci après :

Nombre d'option à lever	2011		2010		2009	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen
au début de l'exercice	-	-	1 352 000	0,87	1 890 442	0,88
alloués			-	n.r.	-	n.r.
annulées			-	n.r.	(15 000)	0,87
exercées						
caduques			(1 352 000)	0,87	(523 442)	0,91
à la fin de l'exercice	-	-	-	-	1 352 000	0,87

20.2. PLANS D'OPTIONS AU 31 DÉCEMBRE 2011

Décision du Conseil d'administration	Date de clôture	Nombre d'options 2011	Prix d'exercice	Nombre d'options 2010	Prix d'exercice	Nombre d'options 2009	Prix d'exercice
16-févr.-99	16-févr.-09	-	0,02	-	0,02	-	0,02
24-sept.-03	23-sept.-08	-	1,03	-	1,03	-	1,03
31-déc.-03	30-déc.-08	-	0,90	-	0,90	-	0,90
26-janv.-04	25-janv.-09	-	0,90	-	0,90	-	0,90
26-janv.-04	24-janv.-09	-	0,97	-	0,97	-	0,97
09-avr.-04	08-avr.-09	-	0,98	-	0,98	-	0,98
09-avr.-04	8-avr.-09	-	0,98	-	0,98	-	0,98
07-sept.-04	06-sept.-09	-	0,68	-	0,68	-	0,68
13-déc.-04	12-déc.-09	-	0,96	-	0,96	-	0,96
30-mai-05	29-mai-10	-	0,87	-	0,87	1 352 000	0,87
Nombre d'options et prix d'exercice moyen		-	-	-	-	1 352 000	0,87

Au 31 décembre 2011, tous les plans d'options sont arrivés à échéance.

20.3. JUSTE VALEUR DES OPTIONS ALLOUÉS DURANT LA PÉRIODE

Il n'y a pas eu de nouveau plan d'attribution d'action sur 2011.

20.4. INCIDENCE DES PAIEMENTS EN ACTIONS

Au cours de l'exercice 2011 aucune incidence des paiements en actions n'a été enregistrée dans le compte de résultat du Groupe. En 2010, une charge de 12 K€ avait été comptabilisée. En 2009, une charge de 29 K€ avait été comptabilisée.

NOTE 21 – ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements hors bilan peuvent se présenter de la manière suivante:

21.1. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Les engagements liés aux locations simples peuvent être présentés de la manière suivante:

Locations (en milliers d'euros)	31-déc-11	31-déc-10
Moins d'1an	5 657	5 077
Entre 1 an et 5 ans	13 436	14 389
au-delà de 5 ans	-	1 864
Total	19 093	21 330

Il s'agit principalement d'engagements liés aux locations immobilières.

21.2. GARANTIES DONNÉES

Le Groupe VALTECH a consenti les garanties suivantes:

Garanties données	31-déc-11	31-déc-10
Garantie dans le cadre de baux immobiliers	3 917	4 479
Garantie de bonne fin	1 696	-
Garantie liées aux moyens de financements	5 277	86
Garantie d'actif liée à une cession d'activité	700	700
Total	11 590	5 265

- Garantie donnée dans le cadre de baux immobiliers :
Il s'agit principalement d'une garantie bancaire consentie en Angleterre au bailleur des locaux de Londres. Cette garantie couvre la totalité des loyers résiduels. Au 31 décembre 2011, le montants de loyers dus représente 3253 K€.
- Garantie donnée de bonne fin :
Dans le cadre de certains appels d'offre, en particulier, nord américain, une garantie bancaire de bonne fin appelée « performance bond » est exigée. Il s'agit principalement d'une garantie consentie aux Etats Unis d'Amérique au profit du client County of Durham pour un montant de 1546 K€.
- Garantie donnée liée aux moyens de financement :
Certaines lignes de crédit dont bénéficie Valtech font l'objet de garantie. Au 31 décembre 2011, la principale ligne de crédit, tirée à hauteur de 4 700 KEur, est la ligne de crédit conclue par VT Solutions aux Etats Unis d'Amérique. Cette ligne de crédit est contre garantie par les actifs de la filiale.
- Garantie donnée liée à une cession d'activité :
Une garantie a été donnée à la société SIA, relative aux informations données sur l'activité Axelboss achetée. En cas d'inexactitude dans l'une des déclarations données par VALTECH le Cédant s'engage à indemniser le Cessionnaire de tous dommages matériels induis dans la limite d'un montant global de 700.000 euros, jusqu'au 31 octobre 2012.

21.3. CLAUSES DE VARIATION DE PRIX

Au 31/12/2011, 1,1 Mio € a été décaissé au titre de l'acquisition des titres H2O, deux compléments de prix seront décaissés au cours des exercices, 2012 et 2013.

Au 31/12/2011, ces compléments de prix ont été comptabilisés partiellement pour un total de 1 340 K€. 435 K€ de compléments de prix relatifs à un supplément de prix pour les collaborateurs salariés actionnaires n'a pas été comptabilisé conformément à l'IFRS3. Ce montant, estimé à date au meilleur des connaissances de la société, sera comptabilisé pro rata temporis en fonction de la réalisation des conditions d'octroi.

21.4. DROIT INDIVIDUEL A LA FORMATION (DIF)

Au titre du droit individuel à la formation, pour les personnes en contrats à durée indéterminée au sein des entités françaises du Groupe VALTECH, le volume d'heures de la part ouverte mais non consommée des droits est de 10 988 heures au 31 décembre 2011 (8 525 heures au 31 décembre 2010).

21.4. GARANTIES REÇUES

Le Groupe ne détient pas de garantie octroyée par des tiers à son profit. Les garanties reçues d'établissements financiers à son profit et émise à sa demande sont présentées en Garantie Données.

NOTE 22 – PARTIES LIEES

22.1 PARTIES LIEES

Les transactions (incluant les honoraires de missions d'assistance spécifiques de S. Lombardo) conclues à des conditions normales de marché entre le groupe et les parties liées, sont les suivantes :

Sociétés	Nature de la prestation	Lien	31-déc.-11	31-déc.-10
Siegco	Conseil	actionnaire Valtech	-	
Verlinvest	Conseil	actionnaire de Siegco	-	450
Verlinvest	Financière	actionnaire de Siegco	32	-
Dendrobium	Conseil	société liée à Sébastian Lombardo	75	550
Sky Jet	Conseil	société liée à Sébastian Lombardo	475	
Executive Technology	Conseil	société liée à Tomas Nores *	500	500
Autres	Divers		-	-
TOTAL			1 082	1 500

* : Tomas Nores est membre du comité exécutif et actionnaire de Siegco

22.2 SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

Les transactions avec les entreprises sur lesquelles le groupe VALTECH exerce une influence notable et comptabilisées selon la méthode de mises en équivalence ne sont que des transactions courantes effectuées au prix du marché pour des montants non significatifs au regard de l'activité du groupe. Les soldes bilanciaux à la clôture de l'exercice sont également non significatifs.

22.3 RÉMUNÉRATIONS BRUTES ALLOUÉES AUX ORGANES D'ADMINISTRATION

Rémunération des mandataires sociaux de Valtech SA due au titre de l'exercice 2011 :

Aucun des mandataires sociaux de VALTECH S.A., société mère du groupe, ne perçoit en cette qualité de rémunération. La rémunération des mandats sociaux, au titre de l'exercice 2011 se présente de la manière suivante :

Rémunération du mandat de Président et Directeur Général exercé par
Monsieur Sébastien Lomabrdo

(en milliers d'euros)	31-déc.-11	31-déc.-10
Avantages à court terme	-	-
Avantages postérieurs à l'emploi	-	-
Jetons de présence	-	-
Avantages en nature	-	-
Indemnité de fin de contrat de travail	-	-
Charges de la période	-	-

Le Président Directeur Général de Valtech SA, Sébastien Lombardo, ne perçoit ni jeton de présence, ni autre rémunération au titre de l'exercice de ses mandats sociaux. Il convient d'observer, que dans le cadre de missions d'assistance spécifique, soumise aux dispositions de l'article L225-38 du Code de commerce, des sociétés qu'il détient et ou dirige, sont amenées à facturer des honoraires. Ces honoraires sont détaillés dans la note 22.1.

Rémunération du mandat de Directeur Général Délégué exercé par
Monsieur Olivier Padiou

(en milliers d'euros)	31-déc.-11	31-déc.-10
Avantages à court terme	-	-
Avantages postérieurs à l'emploi	-	-
Jetons de présence	-	-
Avantages en nature	-	-
Indemnité de fin de contrat de travail	-	-
Charges de la période	-	-

Le Directeur Général Délégué de Valtech SA, Olivier Padiou, ne perçoit ni jeton de présence, ni autre rémunération au titre de l'exercice de ses mandats sociaux. Il convient d'observer, que Olivier Padiou conservant sa fonction de directeur opérationnel, celui-ci a conserve son contrat de travail et perçoit à ce titre une rémunération. Cette rémunération est détaillée dans le paragraphe « Montants alloués aux membres du comité exécutif ».

Aucun système de régime de retraite complémentaire n'a été mis en place pour les mandataires sociaux.

Jeton de présence

Aucun jeton de présence n'a été distribué au cours de l'exercice 2011 et 2010.

24.4 MONTANTS ALLOUÉS AUX ORGANES DE DIRECTION

Montants alloués aux membres du comité exécutif

Les montants alloués aux 5 membres du comité exécutif du groupe VALTECH sous forme de rémunération ou d'honoraires comptabilisés au cours de l'exercice 2011 s'élèvent à 2 154 K€. Au titre de l'exercice 2010, les rémunérations ou honoraires comptabilisés alloués aux membres 2010 du comité exécutif du groupe VALTECH s'élevaient à 1 810 K€.

Pour l'exercice 2011, ce montant se compose de 1350 K€ d'honoraires, détaillés dans la note 22.1 et de 804 K€ de rémunérations. La rémunération d'Olivier Padiou au titre de son contrat de travail afférent à sa fonction de directeur opérationnel est incluse dans ce montant et peut être détaillée comme suit :

(en milliers d'euros)	31-déc.-11	31-déc.-10
Avantages à court terme	432	286
Avantages postérieurs à l'emploi	5	3
Jetons de présence		
Avantages en nature	34	
Indemnité de fin de contrat de travail		
Charges de la période	472	289

La provision pour retraite comptabilisée dans les comptes consolidés au 31 décembre 2011 pour Monsieur Olivier Padiou, Directeur général délégué, au titre de son contrat de travail de directeur opérationnel, s'élève à 8,3 K€ au titre de l'indemnité légale des engagements postérieurs à l'emploi.

NOTE 23 – EVÈNEMENTS POSTERIEURS A LA CLÔTURE

Néant

NOTE 24 – HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

(en milliers d'euros)	Exercice 2011		Exercice 2010		Exercice 2009	
	Deloitte & Associés	Fidrex - G Drancy	Deloitte & Associés	Fidrex - G Drancy	Deloitte & Associés	Fidrex
Audit						
- Commissariat aux comptes certification, examen des comptes individuels et consolidés						
Emetteur	88	46	138	59	136	59
Filiales	108		76	9	79	9
- Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes						
Emetteur	46		25	2		
Filiales						
Sous-total	242	46	239	70	215	68
Autres prestations						
- Juridique, fiscal, social	33		13		30	
- Autres						
Sous-total	33	-	13	-	30	-
TOTAL	275	46	252	70	246	68